

REPONSE

A U

MEMOIRE

INTITULE :

MEMOIRE *sur les Demandes formées contre
le GENERAL & la Société DES JESUITES,
au sujet des engagements qu'elle a contractés
par le ministère du Pere DE LA VALETTE.*



A PARIS;

Chez { H. L. GUERIN;
ET
L. F. DELATOUR.

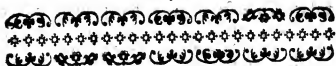
M. DCC. LXI.

THE

LIBRARY OF THE
MUSEUM OF NATURAL HISTORY
AND
ZOOLOGY

OF THE
MUSEUM OF NATURAL HISTORY
AND
ZOOLOGY

OF THE
MUSEUM OF NATURAL HISTORY
AND
ZOOLOGY
OF THE
MUSEUM OF NATURAL HISTORY
AND
ZOOLOGY



R E P O N S E

A U

M É M O I R E

INTITULÉ :

MÉMOIRE sur les Demandes formées contre le GÉNÉRAL & la Société DES JÉSUITES, au sujet des engagements qu'elle a contractés par le Ministère du PÈRE DE LA VALETTE.

ON a suscité bien de mauvaises affaires aux Jésuites depuis qu'ils sont établis en ce Royaume. Mais la plus étrange, la plus inouïe, la plus capable d'étonner le Public & les Jésuites eux-mêmes, est celle qu'on leur suscite aujourd'hui. On veut que les Maisons qu'ils ont dans toutes les parties du monde, répondent pour les dettes contractées par une seule ; que tous les biens que ces Maisons possèdent dans les divers Royaumes soient communs ; qu'ils n'appartiennent qu'à un seul homme, Général de tout l'Ordre ; que ce soit pour le compte du Général, & non pour le compte des Maisons particulières que leurs Supérieurs ou Administrateurs prennent des engagements,

A ij

passent des Actes, exercent le pouvoir qu'ils ont reçu pour l'administration du temporel ; en un mot , que le Général des Jésuites soit le seul Propriétaire de tous les biens meubles & immeubles de son Ordre ; qu'il soit le centre où toutes les richesses vont aboutir ; qu'il soit dans la Société ce qu'aucun Monarque n'est & n'a été dans son Royaume , & que son Despotisme soit le plus absolu , le plus universel qu'on puisse imaginer.

Les Jésuites , accoutumés depuis long-tems à se voir travestis en Public, eux & leur Institut , sous les formes les plus bizarres & les plus odieuses , ne s'attendoient point à ce tour nouveau qu'on a pris pour les attaquer. Ils croyoient qu'on s'en seroit tenu dans l'affaire présente à renouveler les anciennes accusations de commerce ; à réveiller contr'eux une haine à laquelle on a soin de tems en tems de fournir de nouveaux alimens , dans la crainte qu'elle ne vienne à s'éteindre. Rien cependant ne sera plus aisé de répondre solidement & sans réplique , aux moyens que l'on met en œuvre contr'eux dans le Mémoire qu'on entreprend de réfuter.

On s'y propose deux choses : 1°. *D'établir que le Gouvernement de la Société des Jésuites est despotique ; que tout est soumis au pouvoir du Général , & qu'il est le Maître de disposer des biens dont il est le vrai Propriétaire , au nom de sa Compagnie : 2° , De faire voir que le Pere de Lavalette , en qualité de Supérieur des Missions des Isles du Vent , est l'Agent de la Société, & le Préposé du Général.*

Nous allons répondre à ces deux Moyens, en considérant la chose sous un point de vue plus général, & d'une manière qui embrassera la solution de tout ce qu'on peut objecter contre les Jésuites au sujet de l'affaire présente.

On ne peut s'y prendre que de deux façons, pour prouver que toutes les Maisons des Jésuites soient responsables pour celle de Saint Pierre de la Martinique : ou bien il faut montrer que le Général des Jésuites est le seul Propriétaire des biens de toutes les Maisons de son Ordre, & par conséquent qu'il réponde pour elles; ou, ce qui revient au même, qu'elles répondent toutes les unes pour les autres; ou bien il faut faire voir que dans l'affaire particulière du Pere de la Valette, toutes les Maisons des Jésuites, au moins celles de France, sont cautions pour la Maison de Saint Pierre.

Dans le premier cas, les Maisons seroient toutes solidaires les unes pour les autres, d'un solidité qu'on peut appeller *de Droit*. Dans le second, les Maisons des Jésuites, au moins celles de France, seroient solidaires pour celle de Saint Pierre, seulement par accident & d'une Solidité *de Fait*.

Or on va montrer d'une manière convaincante, que ni la Solidité de Droit ni celle de Fait n'ont absolument aucun lieu dans l'affaire du Pere de la Valette.

PREMIERE PROPOSITION.

La Solidité de Droit n'a point lieu dans l'affaire du Pere de la Vilette , parce que le Général des Jésuites n'a nulle autorité despotique , ni aucun droit de propriété sur les biens de son Ordre

A-T-ON bien entendu ce qu'on a voulu dire , quand on a avancé si hardiment que le Général des Jésuites étoit Despote ? A-t-on bien pénétré la force de ce mot , & l'étendue des droits qu'il emporte avec lui ? A-t-on fait réflexion à la nature de l'Institut des Jésuites , aux Loix fondamentales de leur Gouvernement , aux Bulles des Papes qui permettent & autorisent l'établissement de la Société , aux droits incontestables que les Princes & les divers Etats ont sur leurs Sujets , de quelque condition qu'ils soient , par rapport au temporel ? Il paroît que non. Car , pour peu qu'on eût voulu y faire attention , on auroit vu que ce Despotisme attribué au Général des Jésuites , dénatureroit leur Institut , ou plutôt l'anéantiroit entièrement ; qu'il saperoit jusqu'aux fondemens du Gouvernement de leur Société ; qu'il ôtoit au Pape la qualité de premier Supérieur de tous les Ordres Religieux , en particulier de l'Ordre des Jésuites , qui dépend immédiatement & spécialement du Saint Siege ; aux Souverains , les droits inaliénables qu'ils ont sur leurs Sujets , & qu'il introduisoit dans l'Eglise & dans l'Etat un corps absolument indépendant

de l'Eglise & de l'Etat, c'est-à-dire, qu'on auroit vu, ce qui implique contradiction, un Despote qui tient son pouvoir des Loix Ecrites, un Gouvernement despotique, & néanmoins soumis à des Loix fondamentales; une Société qui doit son origine & son existence au Chef de l'Eglise, dont les Regles & les Constitutions, en un mot, tout le plan de l'administration a été entrepris, conduit, exécuté sous la direction & l'approbation du Chef de l'Eglise, dont tous les Membres se qualifient de Soldats combattans sous les étendarts de l'Eglise, & en même-tems, une Société qui n'auroit d'autres Loix, d'autre Maître, d'autre Souverain que la volonté d'un de ses Membres qu'elle auroit élu pour son Général : des hommes sujets par leur naissance, aux Loix des divers Etats où ils ont été reçus, où ils ont la qualité de Citoyens, où ils possèdent des biens; & cependant des hommes gouvernés immédiatement par un Despote qui, par la nature même de son autorité, ne partage avec personne l'empire qu'il a sur ceux qu'il gouverne. Voilà ce qu'on auroit vu, si on avoit pensé à ce qu'on écrivoit, quand on a écrit que le *Gouvernement de la Société des Jésuites étoit despotique*. On auroit craint du moins que les Juges & le Public n'apperçussent l'absurdité de cette Proposition.

Le Général des Jésuites est Despote. En quoi? Est-ce dans le spirituel? Est-ce dans le temporel? Mais je voudrois bien qu'on m'expliquât ce que c'est qu'un Despote, par

rapport au spirituel. Ce Despote a-t-il droit de commander ce qu'il lui plaît, soit qu'il soit contraire ou non à l'équité naturelle, à la Loi de Dieu, & à celles de l'Eglise ? C'est du moins la pensée de l'Auteur. *Tous les cœurs*, dit-il, (*Pag. 24*), *se pénètrent des sentimens qu'il commande ; tous les esprits se livrent aux opinions qu'il veut prescrire.* (*P. 27*) *La Regle fait à tous (les Jésuites) un devoir d'étouffer leurs propres lumieres, de s'aveugler eux-mêmes, d'abdiquer leur raison, de faire taire leur conscience, de se persuader que rien ne peut être injuste de ce qui leur est commandé, de regarder la voix de leur Général comme celle de Dieu même... (P. 31) Bulles des Papes, Décrets des Congrégations, Loix de l'Institut, tout fuit & disparoit devant sa volonté.*

Voilà sans doute de belles phrases & de grands mots. Mais en vérité, à qui persuadera-t-on qu'une Regle, écrite par un Saint, approuvée par tant de souverains Pontifes, citée avec éloge par le Concile de Trente, fasse à tous les Jésuites *un devoir d'abdiquer leur raison, de faire taire leur conscience ; de se persuader que rien ne peut être injuste de tout ce qui leur est commandé* ? Cette Regle suppose-t-elle que le Général est infallible & impeccable ? Si elle ne le suppose pas, si elle n'a aucune raison de le supposer ; si au contraire elle donne à entendre partout que le Général est un homme qui peut se tromper dans ce qu'il décide, qui peut ordonner quelque chose d'injuste ; comment en vertu

de cette Regle, *les cœurs* des Inférieurs *doivent-ils se pénétrer des sentimens qu'il commande, les esprits se livrer aux opinions qu'il veut prescrire.* Si cette Regle veut qu'on regarde la voix du Général comme celle de Dieu même, sans doute qu'elle entend en même-tems que la voix du Général ne sera pas contraire à celle de Dieu, ni à celle des hommes par l'organe desquels il a plu à Dieu d'expliquer sa volonté. Sans doute qu'elle entend que les Inférieurs n'abdiqueront pas leur raison, au point de donner, tête baissée, dans les Ordres qu'on leur intimera; qu'ils examineront si ces Ordres sont conformes à ceux de Dieu qui leur sont connus par d'autres voies; & que dans le cas où ils ne le seroient pas, elle leur fait non un devoir, mais un crime d'obéir.

A qui persuadera-t-on que le vœu d'obéissance, quelque étendue qu'on lui suppose, donne aux Supérieurs un pouvoir absolu sur la Volonté des Inférieurs? Pour raisonner de la sorte, il faut n'avoir aucune idée de ce que c'est qu'un vœu. Le vœu d'obéissance est une promesse faite à Dieu d'obéir à un homme que l'on regarde sur la terre comme tenant à notre égard la place de Dieu. Mais par une telle promesse, il est évident que Dieu ne perd aucuns des droits qu'il avoit auparavant sur nous; que le Supérieur qui nous commande de sa part, n'acquiert sur notre volonté que des droits toujours subordonnés au bon plaisir de Dieu; que quand les Commandemens de Dieu sont exprès,

tous ceux qui sortent de la bouche d'un homme , quelque soumission , quelque dévouement que nous lui ayons juré , ne nous obligent point , dès qu'ils nous paroissent contraires aux ordres de Dieu. La Regle des Jésuites n'est point assez insensée pour déroger à ces droits de Dieu, puisque dans le même endroit où elle dit (1) *que les Inférieurs doivent renoncer à tout sentiment , à tout jugement contraire à celui de Supérieur* , elle ajoute : *Et cela dans toutes les choses où l'on ne verra point de péché manifeste*. Ainsi la Regle des Jésuites les autorise à résister à la volonté du Supérieur, dans toutes les circonstances où l'on ne pourroit lui obéir sans péché. Première Restriction au prétendu Despotisme spirituel de leur Général.

Qu'on n'allegue donc pas ces expressions tirées des Constitutions , „ Que l'obéissance „ doit être entière & aveugle ; que l'inférieur „ doit , par rapport a son Supérieur , se regarder comme un corps mort , qui se „ laisse manier comme l'on veut , & qui n'a „ plus ni mouvement , ni sentiment ; ou , „ comme le bâton d'un vieillard , qui ne „ résiste point à la main qui s'en sert. “ Ces expressions ne sont point de l'invention du Fondateur de Jésuites. Il les a puisées dans

(1) *Omnem sententiam ac judicium nostrum contrarium abnegando : & id quidem in omnibus , quæ à Superiore disponuntur , ubi definiri non possit.... Aliquod peccati genus intercedere. Constit. Part. IV. Cap. I. § 1.*

les Regles des premiers Religieux. Il les a employées dans le même sens que S. Pacôme, S. Basile , & une foule d'autres Fondateurs d'Ordres qui sont venus avant lui. Il faudroit être aveugle pour ne pas voir que ce qu'elles signifient , n'étant que de simple conseil & de perfection , ne peut jamais préjudicier à ce qui est d'obligation étroite & rigoureuse.

L'autorité du Général des Jésuites , dans le spirituel , est encore subordonnée à celle du Pape , qui est le premier Supérieur dans l'Ordre Ecclésiastique ; & c'est abuser de la crédulité du public dans tout ce qu'on débite sur le compte des Jésuites , que de dire (page 46.) *que les Bulles des Papes fussent & disparoissent devant la volonté de leur Général.* Il n'y auroit donc plus de subordination dans le Gouvernement de l'Eglise ? Un Ordre Religieux auroit donc un Chef supérieur au Pape même ? Une petite portion du Corps de l'Eglise ne seroit donc pas soumise à celui que Jesus-Christ a établi pour gouverner son Eglise ? Cette portion seroit donc schisme ; elle seroit du Corps de l'Eglise & elle n'en seroit pas , puisqu'elle ne reconnoît pas le même Chef ?

Qu'on fasse un moment attention aux contradictions où tombent les ennemis des Jésuites. Autrefois on leur faisoit un crime de leur soumission au S. Siege. On leur reprochoit d'être tout dévoués au Pape ; & confondant le temporel avec le spirituel , on prétendoit que , parce qu'ils étoient particulièrement dévoués au Chef de l'Eglise , ils

n'étoient plus sujets à la domination d'aucun Prince de la terre. Aujourd'hui on les affranchit même du joug commun au reste des Fidèles : On veut qu'ils ne tiennent au Pape par aucun lien ; qu'ils ne soient soumis qu'à leur Général ; & que ce Général ne dépende de personne ; qu'il ait un empire si absolu , une autorité si indépendante , *que les Bulles des Papes fussent & disparaissent devant sa volonté.* On avoit besoin dans l'affaire présente , de faire regarder le Général des Jésuites comme Despote ; on le soustrait lui & ses Inférieurs à la domination du souverain Pontife. A la première occasion qui s'offrira , on le représentera rampant devant le Pape , consacré à son service par un vœu exprès , lui & toute sa Compagnie , & on en tirera les conclusions les plus propres à rendre les Jésuites odieux aux Souverains : & en tronquant les Textes de l'Institut , on y trouvera de quoi appuyer deux accusations qui se détruisent mutuellement. Quoi qu'il en soit , le Pape est le premier Supérieur des Jésuites , comme de tous les autres Religieux : Seconde restriction au Despotisme prétendu de leur Général à l'égard du spirituel.

Ce pouvoir est également limité à l'égard des Constitutions & de tout ce qui concerne l'administration. Dire le contraire , c'est avancer la chose du monde la plus étrange : C'est dire qu'un Fondateur se donne la peine de dresser le plan d'une Société Religieuse , de lui prescrire des Regles , de munir ces Regles du sceau de l'autorité du premier Pal-

teur

reur des Fidèles , de leur imprimer le caractère le plus respectable , le plus sacré , le plus inviolable ; & néanmoins qu'il laisse à son successeur , à celui qui doit après lui travailler à la conservation de son ouvrage & au maintien de ses loix, le pouvoir de renverser l'édifice qui lui a coûté tant de tems & de soins à élever. N'est-ce pas là bâtir d'une main & détruire de l'autre ? N'est-ce pas prêter au Fondateur des Jésuites des vues, des desseins, une manière de penser directement contraire à celle de tous les Législateurs sacrés & profanes ? N'est-ce pas faire de lui un insensé ?

Il étoit trop sage & trop prudent pour donner au Général de son Ordre un droit qui eût pû anéantir son Ordre en un instant. Car un Ordre n'existe plus , dès qu'il s'écarte de l'esprit primitif de celui qui l'a fondé. Il a visé à conserver en son entier cet esprit primitif ; c'est pour cela qu'il a fait des Constitutions. Si elles n'eussent pas dû servir de Regles à celui qui seroit chargé de gouverner après lui , qu'étoit-il besoin qu'il les composât ? En commettant au Général le plus ample pouvoir , quant à l'administration , il lui a expressément défendu de toucher au fond de l'Institut : *A l'exception , dit-il , de ce qui concerne les Constitutions , & la dissolution , ou l'aliénation des Colleges , toute l'autorité , toute l'administration , en un mot tout ce qui regarde l'exécution en matiere de gouvernement , appar-*

(1) *Præter id autem quod ad constitutiones , & dissolutionem vel alienationem hujusmodi Collegio-*

riendra au Général. (1) Il a voulu que la Société eût autorité & inspection sur lui, comme le porte le Titre du Chap. IV. des Constitutions, Partie 9. (1) Cette autorité s'étend à divers points qu'il est inutile de détailler ici. J'ajoute seulement ce qui est essentiel dans la matière présente, que cette autorité va jusqu'à pouvoir destituer le Général de sa Charge, l'expulser même de son Corps pour de certaines raisons marquées au même endroit. (2) Si le Général est Despote, si la Société entière n'est que le Corps de ses Sujets, comment peut-on dire qu'elle ait droit d'examiner sa conduite, de le déposer en cas de malversation, de le retrancher même comme un membre nuisible au bien du Corps ? Troisième restriction au Despotisme prétendu du Général des Jésuites.

Examinons à présent les textes, soit des Bulles des Papes, soit de l'Institut, sur lesquels on fonde cette idée chimérique de Despotisme. Le premier passage que cite le Mémoire (page 31.), est tiré des Constitutions, Partie IX, Chap. III §. 8. *Ad Generalem pertinebit, in iis quæ accidunt, ubi dispensatione opus est, habitâ ratione personarum, locorum,*

rum pertinet, universa potestas, & administratio, & ut in genere dicatur, hujus superintendentiæ executio, penes Præpositum Generalem erit. Constit. Part. IV. Cap. X. § 2.

(1) *De autoritate vel providentiâ quam Societas habere debet erga Præpositum Generalem.*

(2) *Si quid ergo horum accideret, potest ac debet Societas, si de re sufficientissimè constaret, eum officio privato, & si opus est, à Societate removere.*

temporum & aliarum circumstantiarum dispensare. Ce texte , tel qu'il est rapporté par l'Auteur du Mémoire ne donne au Général que le pouvoir d'accorder des Dispenses , quand il en sera besoin. Pouvoir bien différent de celui du Despote ; pouvoir accordé dans tout bon gouvernement à ceux qui sont chargés de l'exécution des Loix : Les Loix étant d'elles-mêmes générales , & ne se pliant ni aux personnes , ni aux lieux , ni aux tems & autres circonstances , il est évident que , si celui qui veille à leur manutention n'entre point dans l'esprit du Législateur qui a dû être de les rendre praticables ; si dans les cas où l'observation en est impossible , ou empêche un grand bien , il n'a le pouvoir d'accorder des dispenses ; il est , dis-je , évident que le joug des Loix devient intolérable , & qu'on en autorise l'infraction en voulant exiger la pratique avec une dureté inflexible.

Si on avoit rapporté le texte en entier , on auroit vu encore plus clairement que ce pouvoir accordé au Général par les Constitutions , n'est rien moins que destructif des Constitutions. Le voici : *Sicut ad Generalem pertinet curare , ut Societatis Constitutiones , ubique observentur , ita ad eundem pertinebit , in iis quæ accidunt , ubi Dispensatione opus est , &c.* Ainsi ce texte lui enjoint ; 1°. de faire observer partout les Regles ou Constitutions de la Société : ce qui prouve qu'il n'est pas libre de détruire la Loi ou de la changer : 2°. de consulter l'esprit plutôt que la lettre de la Loi , & d'accorder des Dispenses dans les occasions

où il les jugera nécessaires, ayant toujours devant les yeux la fin même des Constitutions: *In finem earumdem Constitutionem intiendo*, (*Constit. ibid.*) Or la Dispense accordée selon l'esprit & l'intention de la Loi, loin de la détruire ou de la changer, la maintient, & l'affermir.

Le second passage (*P. 31*) est tiré d'une Bulle de Paul III. 1543. *Concedimus... Constitutiones ipsas juxta locorum & temporum ac rerum qualitatem & varietatem mutare, alterare, seu in totum cassare, & alias de novo concedere*; & au bas de la page: *qua postquam mutata, alterata vel de novo condita fuerint, eo ipso apostolicâ autoritate præfatâ confirmata videantur*. Qui ne croiroit, en lisant ces mots, que le Pape même établit le Général, maître de faire aux Constitutions tous les changemens qu'il lui plaira, & qu'il confirme tous ces changemens, de quelque nature qu'ils puissent être, par son autorité Apostolique? On en portera un tout autre jugement, quand on aura compris le sens de ce passage extrait en son entier.

L'an 1543, à la naissance de la Compagnie de Jesus, les Constitutions de cet Ordre n'étant pas encore dressées, saint Ignace & ses neuf premiers Compagnons qui composoient alors le Corps de cette Société, demanderent à Paul III, qui, trois ans auparavant avoit approuvé le plan de cet Institut, la permission de recevoir des Sujets au-delà de soixante, nombre fixé par ce Pape dans la Bulle de 1540, & celle de dresser des

Constitutions. Le Pape accorde donc *eisdem Ignatio Prapofito & Sociis*, quòd quolibet fideles... ad Societatem hujusmodi admittere possint, ac quòd quascumque inter eos Constitutiones particulares, quas ad Societatis hujusmodi finem, & Jesu Christi Domini nostri gloriam, ac proximi utilitatem conformes esse judicaverint, condere, & tam hactenus factas, quàm in posterum faciendas Constitutiones ipsas, juxta locorum & temporum ac rerum qualitatem & varietatem, mutare, alterare, seu in totum cassare, & alias de novo condere possint & valeant. Quæ postquam mutata, alterata, seu de novo condita fuerint, eo ipso apostolicâ autoritate præfatâ confirmata censeantur.

Sur quoi on fera réflexion ; 1°. que cette permission de dresser des Constitutions est donnée nommément à St. Ignace & à ses Compagnons nommés au commencement de la Bulle : *eisdem Ignatio Prapofito & Sociis* ; 2°. que jusqu'à ce que l'Ordre alors naissant se fût accru, & eût acquis un état fixe, il n'étoit pas possible de faire des Constitutions à demeure, & où il n'y eût rien à changer, à raison des circonstances qu'on ne pouvoit prévoir, surtout puisqu'il s'agissoit des Regles d'un Ordre destiné à travailler à la gloire de Dieu & au salut du Prochain dans tous les pays du Monde ; 3°. que cette permission ne regarde évidemment que le Fondateur & son Conseil, & nullement les Généraux venus depuis, qui ont trouvé les Constitutions toutes dressées ; 4°. que St. Ignace se trouvoit à cet égard dans le cas d'un Peintre,

à qui l'on permettroit d'exécuter un tableau sur un plan qu'il auroit proposé & qu'on auroit approuvé : ce Peintre, pourvu qu'il ne s'écartât pas du plan principal, n'auroit-il pas droit de disposer les figures comme il jugeroit à propos ? d'ajouter de certains traits, d'en retrancher d'autres, de recommencer même son ouvrage, jusqu'à ce qu'il lui eût donné la perfection convenable ? 5°, que nulle part, ni dans les Bulles des Papes, ni dans le Corps de l'Institut, on ne trouvera qu'un pareil pouvoir ait été accordé au Général comme Général ; 6°. Enfin que c'est taxer d'extravagance & de folie St. Ignace pour avoir dressé, & les Papes pour avoir approuvé un plan d'Ordre que le caprice & la fantaisie d'un particulier pouvoit renverser à son gré en un instant.

Pour prouver que les *Bulles des Papes, les Décrets des Congrégations, les Loix de l'Institut*, sont fuit & disparoît devant la volonté du Général, on cite (P. 31.) le passage suivant ; *Nullas Constitutiones posse obligationem ad peccatum mortale vel veniale inducere, nisi Superior ea... in virtute Obedientia juberet*, (Constit. Part. VI, Cap. VII.) Ce chapitre a pour titre : *Quod Constitutiones peccati obligationem non inducunt* ; c'est-à-dire, que les Regles ou Constitutions n'obligent point par elles-mêmes sous peine de péché. Il est évident par la citation même de l'Auteur du Mémoire, 1°. qu'il n'est ici nulle question des Bulles des Papes ; 2°, que le mot *Constitutiones*, n'est pas pris collectivement pour le

Corps des Constitutions, mais distributivement pour chaque Regle ou Constitution en particulier ; 3°. qu'il en faut excepter , avec l'Institut au même endroit , ce qui concerne les trois vœux essentiels de Religion, & le vœu particulier que font les Jésuites Profès d'aller prêcher l'Evangile quelque part que le Pape juge à propos de les envoyer : *Excepto voto quo Societas summo Pontifici tenetur, ac tribus aliis essentialibus paupertatis, castitatis & obedientia* ; 4°, que par *Superior* , on n'entend pas plus le Général que tout autre Supérieur ; parce que tout Supérieur, en vertu de sa place , a droit de commander à son Inférieur *in virtute obedientia*.

Ce peu de passages qu'on vient d'examiner, montrent le peu d'attention de l'Auteur dans les textes qui paroissent prouver ce qu'il avance , & son peu de réflexion dans ceux qui ne prouvent rien. Tous les textes accumulés aux pages 33 , 34 & 35 , ne veulent dire autre chose, sinon que la source de l'autorité, par rapport à l'administration, est dans le Général. Ce que les Jésuites ne contestent pas , & ce qui n'a aucune liaison ni directe, ni indirecte avec cet odieux Despotisme dont on veut revêtir leur Général , quoique le sens commun & les Bulles des Papes , & l'Institut s'élèvent contre une pareille prétention.

Voyons à présent s'il aura mieux réussi à prouver le Despotisme du Général des Jésuites , quand au temporel ; ou, ce qui revient au même , à montrer qu'il est le Propriétaire universel de tous les biens de son

Ordre. Il y a d'abord un fâcheux préjugé contre ce Despotisme , préjugé auquel de plus habiles que l'Auteur du Memoire , auroient peine à répondre. C'est que les Jésuites n'ont pu s'établir dans les divers Etats, que du consentement de ceux qui gouvernoient ces Etats ; qu'ils n'y ont été reçus, qu'à condition qu'ils se conformeroient aux Loix du Pays ; qu'ils en dépendroient comme le reste des Sujets en tout ce qui concerne le temporel ; que s'ils ont obtenu à cet égard quelques privileges , ces privileges n'ont lieu que dans le district du Gouvernement qui les leur a accordés , & n'ont de force qu'autant de tems que la même autorité qui leur permet d'en jouir, ne les revoquera point. Ainsi voilà le Despotisme du Général des Jésuites restraint & gené par toutes les Loix particulieres des divers Etats , où ceux de sa Société ont des établissemens fixes & approuvés par le Gouvernement. Il ne lui est plus libre de leur prescrire telle maniere qu'il lui plaira de passer tous les Actes qui concernent l'administration du temporel ; il faut que ces Actes soient revêtus de la forme marquée par les Loix. Malgré son Despotisme prétendu , il ne peut soustraire ceux de la Société aux charges que l'Etat impose sur leurs Biens , aux défenses qui leur ont été faites en France d'en acquérir de nouveaux , &c.

Et qu'on ne dise pas qu'il souffre ce qu'il ne peut empêcher. Il a consenti à toutes les dispositions que les Loix peuvent faire des Biens de son Ordre , en consentant qu'ils

eussent des Etablissemens & des Maisons fondées dans les différens Royaumes. Qu'on ne dise pas non plus qu'en ce point les Loix usurpent sur son autorité, & lui font violence. Afin que cela fut vrai, il faudroit que son droit de Propriétaire universel eût été reconnu unanimement de toutes les Puissances ; mais comme il n'a point été reconnu, il s'ensuit qu'il est nul dans tous les Pays où les Loix s'opposent à ce droit. Or les Loix défendent en France à tous Etrangers, de posséder aucun Bien-fonds dans toute l'étendue du Royaume. Donc les Jésuites n'ayant été reçus en France, qu'à condition d'y vivre conformément aux Loix du Royaume, comme les autres Sujets du Roi, il s'ensuit que leur Général ne peut posséder en France aucun immeuble, & qu'il n'est Propriétaire d'aucun des Biens que les Jésuites y possèdent ; & quand ce droit de propriété universelle se trouveroit marqué clairement, & dans l'Institut & dans les Bulles des Papes, les Loix du Royaume dérogeroient en ce point aux Bulles des Papes & à l'Institut. Qu'on pese cet argument : Il mérite, ce me semble, que les Adversaires des Jésuites y répondent solidement.

Si le Général étoit Propriétaire universel, & si l'Institut lui attribuoit ce titre, cet Institut ayant été examiné avec tant de soin depuis deux cens ans par tant de personnes, soit en France, soit ailleurs, est-il possible qu'on eût été si long-tems à découvrir quelque vestiges de ce droit énorme qu'on dit y être formel-

lement établi ? Les Princes auroient-ils admis les Jésuites dans leurs Etats , s'ils eussent dû y posséder des Biens , dont un Etranger , résidant à Rome , eût été le seul Propriétaire ? Leur auroit-t-on fondé des Colleges dans les différentes Villes pour l'instruction de la Jeunesse , si leur Général eût eu le droit de dissoudre ces Colleges , & de s'en approprier les Biens , de les vendre , de les aliéner ? Si l'on consulte l'intention des Fondateurs dans les donations qu'ils ont faites aux Jésuites , on verra que ces donations renferment une condition qui exclut , par sa nature , tout acte de propriété de la part de leur Général sur les Biens qu'ils ont donnés. Cette condition est , que ces Biens sont destinés à l'entretien d'un certain nombre de Jésuites pour enseigner la Jeunesse , & s'acquitter des autres fonctions de leur état. Ainsi ces Biens ne sont pas donnés au Général , mais aux Maisons fondées pour les Jésuites : Ils sont donnés pour un usage fixe & déterminé. Les Jésuites ne sauroient , ni les appliquer à un autre usage , ni en disposer à leur gré ; & s'il arrivoit que le Général , avec l'avis & le consentement de la Congrégation générale , supprimât une Maison , ou College , renvoyât les Membres qui la composent , ou les transférât à un autre College , alors le Père Général est autorisé à restituer les Biens meubles & immeubles , les Revenus & les Acquets aux Fondateurs & Donateurs , qui ont stipulé cette réserve au Contrat ; ou si ces biens sont laissés à la disposition de la Société ,

il peut , dans le cas dont il s'agit , transférer ou appliquer ces biens à d'autres Colleges ou Maisons , mais avec les charges qui y sont annexées.

Le Texte (1) montre clairement que le Général n'a aucun droit de propriété sur les Biens des Colleges & des autres Maisons fondées , puisque , soit que la donation soit faite avec réserve , ou sans réserve de la part des Fondateurs , il faut , en cas que la Maison soit aliénée , ou dissoute , ce que le Général ne peut faire de son chef , ou qu'il restitue les biens aux Fondateurs & Donateurs , ou qu'il les transporte & les applique à d'autres Maisons , avec obligation pour elles de remplir les charges qui y sont annexées.

Le Général des Jésuites n'est que simple Administrateur , comme tous les autres Supérieurs. Il n'est pas plus Propriétaire des biens de tout l'Ordre , que le Provincial n'est Propriétaire des biens d'une Province , ou le Recteur des biens de son College. Le plus ou le moins de pouvoir & d'autorité , quant à l'administration , ne donne ni à l'Ad-

(1) Si contingat Domus & Collegia aliqua Societatis dissolvi , dimitti aut transferri , ut dictum est § 1 , potest Generalis , nullâ alterius requisitâ licentiâ. Eorum mobilia quæcumque , & Bona stabilia , Reditus ac proventus , Fundatoribus & iis qui donârunt , si id sibi reservaverint liberè restituere , aut si Bona libera sint Societati , transferre aut applicare cum oneribus tamen annexis , aliis Collegiis & Domibus. *Comp. Priv. V. Alienatio* § 6.

ministrateur en chef , ni à ceux qui administrent sous ses ordres , aucun droit de propriété sur les biens qu'ils régissent. Comment le Général auroit-il la propriété de quelque chose que ce soit ? Ce n'est point à lui que l'on donne ; c'est à telle Maison nommément , ou à l'Ordre entier sans distinction ; toujours néanmoins conformément aux Loix , qui ne permettent pas que les biens stables passent d'un Royaume dans un autre. Or donner , c'est transporter à un autre le droit de propriété sur la chose qu'on lui donne. Et qu'on ne dise pas que les Maisons ne peuvent rien recevoir : il est vrai que le consentement du Général est requis pour cela ; mais il n'est pas moins vrai que ce sont les Maisons qui recoivent & non le Général.

Il est le maître de disposer des biens qu'on laisse à la Société , sans les appliquer ou les annexer à telle Maison en particulier , & sans déterminer l'usage auquel on les consacre ; il est , dis-je , le maître d'en disposer , non pour lui-même , ni pour aucun externe , mais seulement pour son Ordre , soit qu'il les vende , ou qu'il les garde , ou qu'il les applique à telle ou à telle Maison (1). Qu'on feuillette tant qu'on voudra les Bulles des Papes & l'Institut , on ne trouvera nulle

(1) De iis verò quæ Societati ita reliquuntur , ut ipsa pro suo arbitratu ea disponat idem Generalis disponere poterit aut vendendo , aut retinendo , aut huic vel illi loco : id quod ei videbitur applicando. *Constit. Part. IX. Cap. III. § 6.*

part que les biens d'aucune Maison , encore moins de la Société entière soient appellés les biens du Général. Il est dit partout : *Les biens stables des Maisons , Colleges & autres lieux semblables* (1). *Les revenus sont propres des Colleges & Maisons de Noviciat* (2).

Tant s'en faut qu'il ait la propriété de quelque Bien que ce soit , qu'il n'en a pas même l'usufruit. Ce n'est pas à son profit , mais au profit des Maisons , qu'il lui est permis de faire des Contrats de vente , d'échange & d'aliénation (3). J'ai déjà dit qu'il lui étoit défendu de s'approprier aucune partie des revenus des Colleges , d'en disposer en faveur d'aucun Externe , ou d'aliéner aucun Bien stable des Colleges , ou Maisons , sans *une raison de nécessité pressante , ou d'utilité évidente* de la part de ces Maisons : Clause importante que l'on trouvera toujours à la suite du pouvoir d'aliéner , accordé au Général

Une des Causes de déposition & même d'expulsions pour le Général est , ex redditibus Collegiorum aliquid ad proprios sumptus assumere , vel cuivis extra Societatem donare , vel aliqua bona stabilia Domorum aut Collegiorum alienare. Constit. Part. IX. Cap. IV. § 7.

(1) *Bona Domorum , Collegiorum & locorum hujusmodi stabilia. Bulla Greg. XIII. 1582.*

(2) *Collegia & Domos probationis redditus dotatas. Exam. Gen. Cap. I. § 4.*

(3) *In evidentem tamen Domorum & Collegiorum hujusmodi utilitatem vendere alienare , permutare concedimus & indulgemus. Bulla Greg. XIII. 1576.*

par les souverains Pontifes. Il peut même être déposé & renvoyé de son Corps, s'il contrevient à cette défense. Ce qui reste des revenus annuels des Colleges, revenus destinés & par l'intention des Fondateurs, & par la disposition expresse de l'Institut, à la nourriture & à l'entretien des Jésuites qui y demeurent, doit être employé tout entier, dans chaque Maison, à acquitter les dettes; ou à augmenter ses revenus (1).

Il est tems de répondre aux argumens dont l'Auteur du Mémoire appuie la proposition contraire à celle qu'on vient de prouver. La première preuve qu'il en donne (page 33), & qu'il avoue être *la moindre, c'est le droit que les Constitutions donnent au Général, au nom de toute la Société, de nommer & de déplacer les Administrateurs; de régler la sphère de leur pouvoir, en leur communiquant du sien, ce qu'il croit devoir leur en transmettre; d'étendre leur commission, ou de la borner; de les habiliter à certains actes, & de les rendre impuissans pour d'autres, &c.* Dans ce que je viens de citer, & dans les passages allegués, il n'est fait nulle mention de propriété; tout cela prouve seulement que le Général a une autorité pleine & entière sur la Société pour l'édification: *Præpositus Generalis omnem habeat auctoritatem in Societatem ad ædificationem* (Const. P. IX.

(1) Si quid ex annis Collegii redditibus aut pecuniis,... superfit, id totum iis ære alieno dissolvendo, vel augendis redditibus, non autem in ædificiis ac ornatu minimè necessariis, infumatur....
Inscr. pro administ. Tit. Pro Rectore. n. 6.

C. III. § 1.) : Que c'est de lui que les autres Supérieurs tiennent leur pouvoir ; qu'il peut les déposer , quand il a sujet d'être mécontent de leur gestion , dont il se fait rendre compte. Mais lorsqu'on dit qu'il ne rend compte lui-même à personne ; si l'on entend par-là qu'il n'a aucun Supérieur dans son Ordre qui puisse exiger de lui qu'il rende compte de sa conduite , on a raison : si l'on veut dire que sa conduite n'est point éclairée par un certain nombre de Jésuites de chaque assistance, qui examinent toutes ses démarches , qui prennent garde à ce qu'il n'abuse de son pouvoir ; & qui , en cas de malversation , sont autorisés à le citer au Tribunal de toute la Société , & à le punir des peines les plus flétrissantes , jusqu'à le déposer & le chasser de son Corps ; on auroit dû appuier de textes formels ce sens qui est évidemment celui qu'on a voulu donner aux paroles que j'ai citées. Mais on n'a eu garde de l'entreprendre ; on savoit bien que le contraire étoit formellement marqué dans l'Institut.

De tous les textes cités en cet endroit par l'Auteur du Mémoire , j'en releverai seulement deux. Comme presque tous les autres sont tirés du Chap. III. Part. IX. des Constitutions , qui regarde l'autorité du Général , je donnerai , à la fin de cette première Partie, l'extrait de ce Chapitre , & du suivant qui a pour titre : *de l'Autorité & inspection que la Société doit avoir sur le Général.*

Le premier passage cité est celui-ci : *Ad Collegia Præpositus Generalis , nomine totius*

Societatis plenam potestatem habebit. (Const. Par. IV. Cap. II. §. 1.) : Ce Passage est équivoque , parce qu'il est tronqué ; *Ad Collegia qua liberè Societati offeruntur , ut juxta suas Constitutiones omninò eis utatur admittenda , Præpositus Generalis , nomine totius Societatis plenam potestatem habebit* ; ce qui veut dire que quand on offrira de fonder un College, c'est au Général d'accepter , ou de refuser la fondation au nom de toute la Société.

Le second passage allégué a pour but de prouver que le Général a le droit de casser même & d'aneantir , par le plus énorme des Privilèges , toutes les opérations que les Administrateurs ont faites , quoiqu'ils n'ayent agi qu'en vertu de ses pouvoirs. *Quamvis aliis inferioribus Præpositis . . . Commissariis suam facultatem communicet , poterit tamen approbare vel rescindere quod illi fecerint , & in omnibus quod videbitur constituere : & semper ei obedientiam ut qui Christi vices gerit , præstari oportebit.* (Const. Part. IX. Cap. III, §. 20.) Qu'on remarque bien que le but de l'Auteur est de prouver que le Général est Propriétaire, ainsi que tous les Passages qu'il cite , doivent regarder l'administration du temporel. Son intention , en rapportant le passage dont il s'agit , a aussi été qu'on l'entendît uniquement du temporel ; mais perdant de vûe son objet , il a transcrit ces dernières paroles : *Et semper ei obedientiam , ut qui Christi vices gerit , præstari oportebit* ; paroles qui marquent évidemment qu'il ne s'agit ici que du Gouvernement spirituel. Mais voyons le Texte en

entier : qu'on me pardonne la longueur où de pareilles discussions entraînent ; elle est absolument nécessaire à une défense légitime.

Voici le Texte : *Generatim loquendo in rebus omnibus qua ad Præpositum Societati finem perfectionis , & auxilii proximorum ad gloriam Dei faciunt , omnibus præcipere in virtute Obedientia possit Generalis. Et quamvis aliis inferioribus Præpositis , vel Visitoribus , vel Commissariis , suam facultatem (de commander en vertu d'Obéissance pour les choses marquées dans la phrase supérieure) communicet ; poterit tamen approbare vel rescindere quod illi fecerint , & in omnibus quod videbitur constituere , & semper ei obedientiam ac reverentiam ut qui Christi vices gerit , præstari oportebit.*

J'avertis que l'Auteur du Mémoire des Lioncy a fait de ce même passage un abus encore plus énorme ; qu'il en a tiré les plus affreuses conséquences , en donnant à entendre que ce Texte & d'autres qu'il cite regardent le temporel , quoiqu'il soit démontré par ces mêmes Textes , lus dans l'Institut , qu'ils ne regardent que le spirituel.

La seconde preuve par laquelle il établit (Page 37) que le Général est Propriétaire , est , que les *Regles n'accordent qu'à lui seul la capacité de passer toute espece d'Actes ; de contracter pour la Société ; de l'engager par ses promesses ; de l'enrichir par ses stipulations ; d'acquiescer & de vendre ; de recevoir & de donner , &c.*

Avant que d'en venir à l'examen des passages , on remarquera que cette seconde

Preuve que l'Auteur appelle *plus décisive que la première*, contient, dans son simple énoncé, le contraire de ce qu'il a en vue de prouver. Car s'il est vrai que le Général *passé toute espèce d'Actes; qu'il contracte pour la Société; qu'il l'engage par ses promesses; qu'il l'enrichisse par ses stipulations*, il n'est donc que l'Administrateur des biens de la Société; il ne travaille point pour lui, mais pour elle; c'est pour elle, c'est en son nom qu'il acquiert & qu'il vend, qu'il donne & qu'il reçoit. Et comme cette Société, par rapport à la possession du temporel, ne doit pas être prise en général, mais dans un sens plus particulier, en considérant chacune des Maisons qui la composent, il suit de-là que le Général contracte, ou par lui-même, ou par ses Représentans, pour chaque Maison de la Société; qu'il engage ces Maisons par ses promesses; qu'il les enrichit par ses stipulations; qu'il acquiert & qu'il vend; qu'il donne & reçoit pour chacune d'elles. Cette capacité annonce donc un Administrateur universel, & rien de plus: voilà donc l'Auteur encore une fois en contradiction avec lui-même; ses preuves se tournent contre lui; il se combat & se détruit avec les armes dont il veut attaquer & détruire les autres.

Le premier Texte cité (*Page 37*) est celui-ci: *Est autem penès Generalem omnis facultas agendi quosvis contractus emptionum aut venditionum, quorumlibet. Bonorum mobilium tam Domorum quam Collegiorum, & imponendi ac redimendi quoslibet Censuum super Bonis stabilibus*

collegiorum (Const. Part. IX. Cap. III. §. 5).
Ce passage est tronqué ; le voici en entier :
*Est item penès Prapositum Generalem facultas
agendi , &c. super Bonis stabilibus collegiorum ,
in eorumdem utilitatem ac bonum , cum facul-
tate sese onere liberandi , restitutâ pecuniâ qua
data fuerit. Alienare autem aut omninò dissolvere
collegia vel Domos jam erectas Societatis , sine
Generali ejus Congregatione Prapositus Genera-
lis non poterit.*

Certaines Maisons des Jésuites pouvant avoir des biens , il faut que quelqu'un les administre , & puisque , par la forme de leur Gouvernement, toute administration du temporel, par forme d'assemblée capitulaire, leur est interdite, ce soin ne peut donc regarder que le Général qui, ne pouvant être partout, commet des Administrateurs dans les différentes Maisons , pour régir les biens à sa place. Ainsi le Texte cité le constitue Administrateur universel ; mais il met au pouvoir qu'il lui donne , deux restrictions essentielles que l'Auteur du Mémoire a omises à dessein.

La premiere est , qu'il ne peut imposer aucune charge sur les biens stables des Colleges & des Maisons, ni en rédimer aucune que pour l'utilité & le bien desdits colleges & Maisons. La seconde, qu'il ne peut aliéner ni dissoudre aucun college, aucune Maison déjà fondée, sans le consentement de la Congrégation générale. Les Décrets 77e. & 110e. de la premiere Congrégation, indiqués par l'Auteur, ne disent ni plus ni moins que le passage qu'on vient de rapporter.

Le second texte (*ibid.* p. 37.) *Omnis facultas celebrandi contractus ex iisdem constitutionibus iuxta Prapositum Generalem resident.* (Bulla Pii V. 1568), signifie-t-il ce que l'Auteur du Mémoire lui fait signifier (page 23) que c'est pour le Général seul que les Membres ont contracté ? Si le Général contracte pour la Société, comme l'Auteur le dit lui-même (page 37) ; ceux qu'il commet pour contracter à sa place, contractent donc aussi pour la Société & non pour le Général ? Quoi qu'il en soit de ces contradictions où l'Auteur du Mémoire tombe plus d'une fois, le vrai sens du texte mentionné n'est-il pas que, dans la personne du Général réside primitivement & originairement tout droit de contracter : Les autres Supérieurs tiennent de lui ce droit, puisque c'est lui qui les établit Supérieurs. Mais ni le Général, ni aucun Supérieur Jésuite ne contracte pour lui-même. Il contracte pour la Société, ou pour une Province, ou pour une Maison, selon l'étendue de son pouvoir.

Le troisième passage (*ibid.*) à la seule lecture paroît évidemment tronqué : *Possunt pro emergentibus & evidentibus utilitatibus vendere, alienare ac permutare qualibet Bona non obstantibus Testatorum voluntatibus, sed Generalis prudentia requiritur & conscientia oneratur.* A qui se rapporte le pluriel, *Possunt* ? Est-ce à tous les Supérieurs ? Est-ce au seul Général à ne consulter que la citation ? On ne sauroit le deviner. Voici le vrai Texte [*comp. Priv. Vo. alienatio § 5*]. *Possunt Prapositus Generalis ac Provinciales, pro emergentibus necessitati-*

bus & evidentibus utilitatibus Domorum , Collegiorum & locorum Societatis , vendere , alienare ac permutare qualibet Bona immutabilia , ac etiam ultra triennium locare , ultimis Testatorum voluntatibus non obstantibus , dummodò id in prædictorum utilitatem cedere dignoscatur , habitâ diligenti informatione à duobus aut tribus bonis Viris locorum in quibus Bona consistunt , super quo non modò eorum , sed Præpositi Generalis ac Provincialium prudentia requiritur & conscientia oneratur. Concessit Leo X. Minoribus Litt. Apost. datis 27 Novemb. 1519 Incip. Cùm sæpè numero.... Facultas hæc in iis casibus , in quibus censeatur commutatio ultimarum voluntatum non reservata Pontifici , erit solùm penès Præpositum Generalem , nec nisi rarissimè eâ utetur & extrâ Europam in alienationibus permissis.

Les principales clauses de ce texte montrent que le Général n'est point propriétaire. Car , 1°. , ce privilege d'aliéner , en certains cas urgents , quelques biens immeubles des Maisons , lui est commun avec les Provinciaux. Or , les Provinciaux ne sont pas constitués propriétaires par ce privilege. Le Général ne l'est donc pas non plus : 2°. L'exercice de ce privilege suppose de la part des Maisons , dont on aliéne quelque fonds , une nécessité imprévue , une utilité évidente , constatées par une exacte information , faite par deux ou trois hommes de bien , demeurant aux lieux mêmes où les biens sont situés : 3°. Pourquoi chargeroit-on la conscience du Général des abus qu'il pourroit commettre dans l'usage

de ce pouvoir, si on le regardoit comme Propriétaire, ou s'il l'étoit véritablement ? On voit, par les Textes déjà cités de l'Institut, que ce privilege ajoute quelque chose au pouvoir que le Général tient des Constitutions en matiere temporelle ; & que c'est pour prévenir les abus qu'il en pourroit faire, qu'on y apporte tant de précautions & de restrictions : tout cela ne seroit d'aucune force, & ne le gêneroit en nulle maniere, s'il étoit véritablement Despote & Propriétaire universel. 4°. Il est porté expressément que le Général n'usera que très-rarement de ce Privilege, dans les cas où il faut faire violence aux dernieres volontés des Testateurs. Preuve encore que l'on regarde les dernieres volontés des Testateurs, c'est-à-dire, des Donateurs ou Fondateurs, comme sacrées & immuables, dans toutes les rencontres où elles ne se trouvent pas en compromis avec une nécessité urgente & une évidente utilité des Maisons ou Colleges ; 5°. L'usage de ce Privilege ne peut avoir lieu que hors d'Europe & dans les aliénations d'ailleurs permises ; c'est-à-dire, que ce pouvoir est renfermé dans les bornes de la défense expressément portée par le Texte que j'ai cité plus haut : *Alienare aut omnino dissolvere collegia vel Domos jam erectas Societatis, sine Generali ejus Congregatione, Praepositus Generalis non poterit* (Const. part. IX. cap. III. § 5) : 6°. Enfin, si l'on trouve ce Privilege exorbitant, qu'on fasse attention qu'avant la naissance de la Société, l'an 1516,

ce Privilege avoit été concédé aux Mineurs par Léon X.

Les deux Régles, la 41e. & la 13e. que l'on cite (*ibid.*) pour prouver qu'aucune convention n'est obligatoire, si le Général n'y met le sceau de son autorité, ou par lui-même, ou par les Supérieurs qu'il a commis, disent en substance, qu'aucun particulier n'entreprendra aucune œuvre pie, aucune affaire concernant l'administration du temporel, s'il n'en a reçu charge du Supérieur qui gouverne la Maison. Quel rapport ces deux Regles ont-elles à ce qu'on veut prouver ?

Voici l'Ordonnance du Général Aquaviva, 1581, citée au bas du Mémoire (page 39.), d'une manière très-infidelle. Cette Ordonnance a pour titre: *De celebrandis contractibus juxta Morem & Privilegia Societatis.* Elle commence ainsi: *Quoniam sicut accepimus in nonnullis Societatis nostra Provinciis adhuc celebrantur contractus ad pulsum campanæ congregatis, vel omnibus collegiorum Sacerdotibus & Fratribus, vel majori aut potiori eorum parte, acceptisque coram Notario & Testibus suffragiis, quæ omnia repugnant Instituto &c.* Il ne s'agit donc ici que de défendre la manière de contracter par Assemblée capitulaire. Ensuite elle ajoute: *Quod si alicubi difficultates moveant externi, quibuscum contrahendum erit, curent Provinciales, ut illis per seipsos, vel per collegiorum Rectores, ac etiam per Jurisperitos, quos prius eâ de re consuluerit, ostensis locis constitutionum, Canonum & Bullarum, persuadeant, firmiores*

ac securiores multò fore contractus , si juxta privilegia nobis ad id in specie à Sede Apostolicà concessa celebrentur. C'est néanmoins en conséquence de ce passage que l'Auteur du Mémoire donne ce morceau d'éloquence ; c'est le Général qui se réserve ensuite , comme on l'a vu , le droit effrayant de renverser les obligations qu'ils ont contractées par son ordre , de détruire ce qu'ils ont fait de son aveu. Voilà ce qu'on appelle dans les Constitutions contracter suivant l'usage de la Société , *more Societatis : usage recommandé avec tant de soin & si précieux en effet , qui rend doux & léger le poids des engagemens , qui acquitte la foi par un mot , & qui défend l'exécution des contrats de la volonté de celui qui s'oblige.* Cette invective tombe bien moins sur les Jésuites que sur les Papes mêmes , de qui les Jésuites ont reçu le Privilege de contracter , contre lequel on s'élève ici avec tant de force.

En preuve de ce que le Général peut donner les biens , sans distinction de meubles , ou d'immeubles , ni aucune autre explication semblable , on cite (page 40.) ce passage *Mobilia , ut pecunia , frumenta , & alia quavis Prapositum de illis disponere.* Encore une fois cela prouve-t-il ce qu'on veut dire , & suffit-il de citer le premier Texte venu , tronqué , mutilé , défiguré , pour s'autoriser à avancer ce qu'on voudra dans le cours d'un Mémoire ? Cette réflexion pourroit suffire ; mais voyons l'endroit d'où ce Texte est tiré : il donnera de grandes lumières sur le véritable pouvoir du Général à l'égard du temporel.

Ce Texte est tiré d'un Acte passé à Rome, pardevant Notaire, en présence du P. Lainés, Général, & de vingt-trois Jésuites Profès, représentant le Corps de la Société. Cet Acte est la suite du 100e. Décret de la premiere Congrégation. Il a pour titre : *Instrumentum publicum de autoritate Generalis in celebrandis contractibus*. En voici le contenu : *Ex.... certâ scientiâ & spontaneâ voluntate declararunt, & quilibet eorum declaravit facultatem esse penès Præpositum Generalem, juxtâ Bullas & Constitutiones dictæ Congregationis seu Societatis ad quosvis contractus, ut emptionum & venditionum, & cessionum quarumlibet rerum temporalium, mobilium vel immobilium, celebrandum, & ad vendendum & redimendum quosvis census super Bona stabilia collegiorum Societatis Jesu. Ad Collegiorum eorundem & quidem in evidentem utilitatem, dummodò erecta Collegia, vel Domos alienare, vel dissolvere non possit. Declararunt etiam & quilibet eorum declaravit, si quid dispositioni Societatis relinqueretur, sive sint Bona stabilia, ut Domus vel possessio aliqua, non applicata alicui Collegio vel Domui erectæ, vel erigendæ, sive mobilia, ut pecunie, frumenta & alia quavis, eundem R. P. Præpositum posse disponere... Præterea declararunt & quilibet eorum declaravit, etiam Præpositos, Provinciales; vel Particulares, ac Rectores, ac alios quosvis de Societate, eam habere dumtaxat ad res prædictas facultatem, quæ à Præposito Generali fuerit illis communicata, nec necesse esse collegialiter ad similes Actus congregari.* Pour prouver que le

Général est Propriétaire des biens , parce qu'il peut les charger d'hypotheques & de rentes ; on cite (*ibid.*) un long passage de la Bulle de Grégoire XIII , 1582 , Bulle par laquelle ce Pape accorde au Général Aquaviva & à ses Successeurs une faculté plus ample d'aliéner. Il faut encore que le Lecteur ait la patience d'essuyer ce long Texte. Je soulignerai les Clauses ou Conditions que l'Auteur du Mémoire a omises pour raison. Qu'on remarque en même-tems si cette faculté plus ample d'aliéner , emporte avec elle le droit de Propriété : *Eidem Claudio & pro tempore existenti Prapósito Generali dictæ Societatis , vel ipsæ Societati , dum ea scilicet erit generaliter congregata , ut informatione , sicut præmittitur , vel si visum erit , extrajudicialiter ac summarie & simpliciter acceptâ , vel etiam eâ omnino omissâ , Bona Donorum , collegiorum & Locorum hujusmodi stabilia , & etiam mobilia pretiosa , præsentia & futura , pro illorum utilitate seu necessitate vendere , alienare , permutare , in emphyteusim seu livellum ad tres generationes , vel in aliud longum tempus dare , locare , etiam cum donationis seu investitura receptione , ac representatâ pecuniâ , sine tamen soliti illorum redditus diminutione , necnon generaliter & specialiter obligare & hypothecare , super illis census quoscunque redimibiles imponere necnon de Bonis eisdem compromittere , & quomodo libet super illis transigere libere & licite valeant.*

Si le Général étoit constitué Propriétaire universel par cette faculté d'aliéner , il y au-

roit donc deux Propriétaires , lorsque la Congrégation est assemblée , ayant le Général à sa tête ; car cette faculté n'est pas moins accordée à la Congrégation générale qu'au Général. On ne peut pas dire que la Congrégation & le Général ne font qu'un ; car leur pouvoir est bien différent : la Congrégation ayant autorité sur le Général jusqu'à pouvoir l'éloigner du Gouvernement , le bannir même de la Société ; & le Général n'ayant d'autre pouvoir sur la Congrégation que celui de la convoquer. D'ailleurs , si le Général est Propriétaire , pourquoi lit-on ici : *Les Biens des Maisons , des Colleges & autres lieux semblables , & nulle part les biens du Général ?* Pourquoi ces clauses qui se trouvent jointes partout au pouvoir d'aliéner , *pour l'utilité & la nécessité de ces Maisons , sans que leurs revenus ordinaires en souffrent aucune diminution ?* Qu'importe à un Propriétaire que les Maisons trouvent leur profit à l'aliénation de quelque bien , pourvu qu'il y trouve le sien ? Que lui importe que leurs revenus ne diminuent point , pourvu que les siens augmentent ? En un mot , l'intérêt particulier des Maisons ne doit lui être de rien ; ou plutôt il le doit regarder comme un intérêt tellement confondu avec le sien , que partout où son avantage se rencontre , celui des Maisons doit se rencontrer aussi ; puisqu'en supposant le Général Maître absolu de tout , le véritable , le seul intérêt des Maisons , est que le Général soit le plus riche , le plus puissant qu'il soit possible.

On dit (*ibid.*) que le Général peut assigner librement les biens à telle Maison qu'il lui plaît, sans spécifier quels biens; & l'on cite là-dessus deux passages; le premier : *Disponere* (de Bonis) *illa vendendo vel retinendo*, prout permittunt Constitutiones, vel applicare ad unam partem vel aliam prout senserit ad maiorem Dei gloriam fore (*potest Generalis*). *Decreta* 1æ. Cong. n°. 100. Ce Texte se trouve dans l'Acte passé à Rome devant Notaires, & que l'on a déjà cité. Il ne s'agit en cet endroit que des biens qu'on donne à la Société, en lui en laissant la libre disposition. *Declararunt etiam & quilibet eorum declaravit*, si quid dispositioni Societatis relinqueretur, ut Domus vel possessio aliqua non applicata alicui Collegio, vel Domui erectæ aut erigendæ, sive mobilia, ut pecunia frumenta & alia quævis eundem R. P. Præpositum posse de illis disponere, *illa vendendo vel retinendo prout permittunt Constitutiones, vel applicare ad unam partem vel aliam, prout senserit ad maiorem Dei gloriam fore.*

L'autre passage tiré des Décrets de la seconde Congrégation n°. 23, ne parle que des biens provenant du Patrimoine des jeunes Jésuites. Voici comme il commence : *cum ageretur de distributione Bonorum ex Patrimoniis Fratrum nostrorum provenientium.* Au Décret suivant, compris sous le même n°, tout le droit de la Société est très-bien expliqué à cet égard. Il y est dit, 1°, qu'on regardera comme une Instruction générale & une Loi, ce qui est recommandé aux jeunes Jésui-

tes dans l'Examen général, Chap. 4. de distribuer leurs biens à de vrai pauvres : *Ea quæ continentur , cap. IV. Exam. de dispositione bonorum , ita intelligenda sunt , ut Instructio quadam Generalis & Lex , quâ nostri debeant Bona sua in veros pauperes distribuere pro devotione tamen suâ.*

2°. Supposé qu'on se détermine de son propre mouvement à donner ses biens à la Société , il est enjoint au Général de les distribuer dans l'enceinte de la Province où ils sont situés , & non ailleurs : *Ut hæc Bona in eadem Provinciâ tantum & non alibi , Pater Generalis debeat distribuere.*

3°. Si quelqu'un vouloit donner ses biens à quelque Maison hors de la Province où ces biens sont situés , on lui proposera de laisser le Général maître d'en disposer. Celui-ci en disposera selon la forme prescrite ci-dessus ; autrement la Société ne recevra point ces sortes de Biens : *Quod si aliquis..... particulari alicui Societatis nostræ loco extra Provinciâ , applicare sua bona velit , proponendum erit illi , ut dispositioni Præpositi Generalis relinquat ; qui ea distribuet juxta formam superiùs præscriptam ; alias ea bona à Societate nostrâ non admittantur.*

4°. Enfin , si quelqu'un en dispose en faveur d'une Maison dans l'enceinte de la Province , le Général sera le maître d'approuver ou d'improver cette disposition : *Si verd ea alicui collegio intrâ Provinciâ assignaverit , sit in manu Præpositi Generalis protestas probandi eam applicationem vel impro-*

bandi. Ces dernières paroles sont celles que cite l'Auteur du Mémoire. Est-ce là ce qu'il vouloit faire entendre , lorsqu'en parlant des biens en général , il dit : *Il peut les assigner librement à telle Maison qu'il lui plaît ; & il n'auroit sur eux aucun droit ?* Avec un peu plus d'attention & d'exactitude n'auroit-il pas expliqué de quels biens il s'agissoit ? N'auroit-il pas déclaré que tous ces Réglemens ne regardent point la France , où l'on a dérogé en ce point à l'Institut ?

Après cette foule de Textes que nous venons de discuter , l'Auteur raisonne (p. 40 & 41.) sur les faux principes qu'il a établis : il presse fortement les Jésuites , qui véritablement auroient peine à se défendre , si le Despotisme de leur Général , & le titre de Propriétaire universel , qu'on lui donne , étoient constatés. Il se forge quelques objections , qu'il met à la bouche des Jésuites , & il y répond ; il les détruit & les anéantit avec une facilité admirable. Enfin il conclut par ces mots (p. 45) : „ Ce n'est pas sans „ raison que la Société des Jésuites a établi „ des loix qui sont sans force , & des maxi- „ mes qui doivent rester sans exécution. „ Elles ne gênent point la liberté du Chef, „ puisqu'il est le maître de la Loi , comme „ de ses Sujets ; mais elles séduisent les es- „ prits inattentifs , à qui il est important de „ ne pas laisser voir la vérité toute entière. „ Des Constitutions des Jésuites , les unes „ sont faites pour être montrées , les autres „ pour être suivies ; & telle est la source

„ de ces contradictions choquantes qu'on
 „ rencontre à chaque pas dans les disposi-
 „ tions de leur Regle“. Examinons ces con-
 „ tradictions, puisque l'Auteur a bien voulu
 les marquer en détail.

Premiere contradiction. „ Les Maisons Pro-
 „ fesses ne doivent point profiter des reve-
 „ nus des Colleges ; mais elles peuvent en
 „ tirer quelque chose, parce que peu est
 „ réputé pour rien “ : *Quodd collegia supleant*
aliquos sumptus, quos factura essent Domus,
si possent non est contra Constitutiones...
res minima ducuntur pronihilo. (Decl. in Con-
 stit. Pap VI. Chrt. II.) On va voir par le
 Texte entier que l'Auteur a tronqué les
 Constitutions, & les a pliées à ce qu'il
 vouloit dire. Voici le Texte tel qu'on le dit
 à l'endroit cité. § 4. *Res minima ducuntur pro*
nihilo : & ita ad scrupulos eximendos declara-
tur, ubi Rector eum, qui iter per ejus colle-
gium haberet, ac viatico egeret, viatico aliquo
ac eleemosynâ prosequeretur, recipi eam posse.
Quodd autem collegia supleant aliquos sumptus,
quos, si ipsa non facerent, factura essent Do-
mus [Professæ] si possent, ut vestitum & via-
ticum eis qui ad Collegia ex Domibus mit-
tuntur, providere ; quamvis id sit aut esse vi-
deatur Domum juvare, non tamen est contra
intentionem hujus constitutionis, qua cavet, ne
collegiorum redditibus ad victum & vestitum &
alias expensas proprias, Domus juventur. Voilà
 donc à quoi se réduisent les secours que les
 Maisons Professes peuvent tirer des Colleges.
 Dans le cas où ces Maisons ne font pas en

état de fournir le vêtement & l'argent nécessaire pour le voyage , à ceux qui passent d'une Maison Professe à un College ; les Colleges peuvent y suppléer pour elles. Une exception si légère , faite à la Loi , la détruit-elle , & fait-elle tomber la Règle en contradiction avec elle-même ?

IIe. Contradiction. *Le Général ne doit point aliéner les biens des Colleges* , (il auroit dû dire quelques biens ; car il ne peut , en aucun cas , les aliéner au point d'ôter aux Colleges leur subsistance) , *sans avoir fait une information ; mais il est pourtant le Maître de n'en point faire.* Cette Contradiction , si c'en est une , ne se trouve point dans la Règle des Jésuites , mais dans la Bulle de Gregoire XIII. 1582. Il n'y a aucune contradiction , même dans la Bulle. Le Pape y accorde au Général & à la Congrégation générale , le pouvoir d'aliéner , pour l'utilité ou nécessité des Colleges , quelques-uns de leurs biens ; *informatione , sicut pramittitur ; vel si utrilibet visum erit , extra judicialiter ac summarie & simpliciter acceptâ , vel etiam eâ omnino omissâ.* Pour qu'il y eût contradiction , il faudroit que le texte présentât d'une part un ordre de faire des informations , & d'autre part la permission de n'en pas faire ; ce qui ne s'y trouve pas.

IIIe. Contradiction. *Quelques Jésuites conservent la propriété de leurs biens , mais ils n'en ont ni la disposition , ni l'usage.* Il auroit dû ajouter , *libre* , parce qu'ils sont Religieux ; ce qui auroit fait évanouir l'opposition qu'on prétend trouver ici. Nous avons expliqué

plus haut de quelle maniere les jeunes Jé-
suites peuvent disposer de leurs biens ; & nous
avons dit que cela n'avoit pas lieu en France.

IVe. Contradiction. (pages 43. & 44.)
*Il est défendu d'engager les Externes à faire du
bien à la Société ; mais il est permis de de-
mander des aumônes ; & les Confesseurs
des Princes doivent travailler à les rendre fa-
vorables & bienveillans envers l'Ordre : Nulli
externo suadeant ut nobis potius quàm aliis
pauperibus dent eleemosynam.* (Decreta 2a.
Congreg. N. 22.) *Semper insistat , ut Princi-
pem benevolum ac propensum habeat erga So-
cietatem.* (Ordin. Gener. Cap. 11. de Confess.
Princip. §. 12.) Je cherche la contradiction
entre les deux textes cités & je ne la trouve pas.

Ve. Contradiction. „ Le Général n'est pas
„ le maître de donner aux Externes ; mais il
„ en faut excepter ceux à qui il jugera qu'il
„ convient de donner : *Vel cuivis extra So-
cietatem donare* (non licet) Const. Part. 9.
Cap. 4. §. 7. *Non praecluditur ostium ut fiat
eleemosyna , vel detur quod convenit ei , cui
dari debere ad gloriam Dei Generalis sentiret.*
(Decl. Ibid. D.) Il n'y a pas plus d'opposition
entre ces deux textes qu'entre ces deux Pro-
positions : Un Tuteur ne peut pas disposer
comme il lui plaît , en faveur de qui il lui
plaît , des biens de son pupille ; mais il peut
donner l'aumône pour son pupille , & faire
au nom de ce pupille , une gratification con-
venable à ceux dont son pupille auroit reçu
quelque service signalé.

L'Auteur ajoute : „ Mais il est licite d'em-

„ ployer les richesses de l'Ordre à lui con-
 „ server des Amis , ou à regagner ceux qui
 „ ne l'aiment pas. *Ad ea qua dicta sunt redu-*
citur cura conveniens Amicos conservandi , &
ex adversariis benevolos reddendi (Decl. in
 Constit. p. 4. Cap. 10.) Le texte latin cité
 ne regarde pas le Général , mais les Recteurs.
 Outre cela , il n'y est fait aucune mention
 d'argent donné pour se faire , ou pour se
 conserver des Amis. Voudroit-on faire
 l'injure à ceux qui ont protégé , ou qui pro-
 tégent les Jésuites , de les soupçonner d'avoir
 vendu leur protection à prix d'argent ? On
 pourroit , avec plus de raison , appliquer ce
 que dit le Mémoire , à ceux qui ont travaillé
 & qui travaillent encore aujourd'hui à faire
 des ennemis aux Jésuites.

Vle. *Contradiction.* „ Le Général ne peut
 „ distribuer les biens hors de l'enceinte de la
 „ Province ; mais il a le droit de les assigner
 „ à d'autres ; quand elles en ont besoin.“
 Pour rendre ces deux Propositions claires
 & vraies ; il eût fallu les énoncer ainsi : „ Le
 „ Général ne peut régulièrement distribuer
 „ les biens que les jeunes Jésuites donnent
 „ librement à l'Ordre , hors de l'enceinte de
 „ la Province où ces biens sont situés ; mais
 „ la Congrégation générale lui a permis ,
 „ dans certains cas de nécessité , d'appliquer
 „ ces biens à des Maisons situées hors de
 „ l'enceinte de la Province , sans néanmoins
 „ porter atteinte à la défense faite au Général
 „ de distribuer ces biens hors de la Province.“
 Si l'on est curieux de voir le Décret cité par

L'Auteur , le voici. (*Decret 5. Cong. N. 49.*)
Cum ageretur de gravissimis necessitatibus collegii & Domûs Romana , ob contracta multa debita , & summam difficultatem in tantâ multitudinè alenda . . . Convenerunt igitur Patres deputati , & re diligenter excussâ , major illorum pars censuit ut Decretum illud de distributione bonorum faciendâ in eâdem Provinciâ in quâ sunt bona , & non in eâ ubi quis ingrediat , integrum maneat , sed congregatio generalis relinquat R. P. Generali facultatem in eo dispensandi in collegio Romano & aliis Seminariis Provinciarum habitâ ratione necessitatis & Communis boni , ita ut , cùm quis in his locis ad Societatem admittitur , possit P. Generalis dispensare , ut ejus bona quæ in aliâ Provinciâ fuerint , applicentur illi Seminario. Ces derniers mots depuis *possit* que l'Auteur change en *poteſt* , afin qu'on ne s'apperçoive pas que le texte est tronqué , sont les seuls qu'il cite.

VII. *Contradiction.* „ Le Général a la liberté
 „ de disposer , comme il veut , des Legs qui
 „ sont laissés à la Société , quand par le
 „ Testament , ils ne sont attachés à aucune
 „ Maison particuliere. Il ne sauroit user du
 „ même pouvoir quand la destination est
 „ marquée. Mais il ne lui est pas moins
 „ permis de les détourner d'un usage à l'autre , nonobstant les dernières volontés des
 „ Bienfaiteurs , pourvu qu'on évite de scandaliser les Héritiers qui les payent. “
 Remarquez qu'en preuve de cette dernière assertion on cite un privilège accordé par Sixte IV , & depuis par Leon X , aux Mineurs ,

avant qu'il y eut des Jésuites ; & depuis accordé aux Jésuites avec tous les autres privilèges des Mineurs. Mais , pour montrer qu'il y a dans la Regle des Jésuites des contradictions choquantes , suffit-il de faire voir de l'opposition entre l'Institut & les Privilèges des Mineurs , devenus ceux des Jésuites par la concession des Papes ? Qui a dit à l'Auteur que les Jésuites faisoient usage de tous ces privilèges , & nommément de celui-ci. Le *Compendium* des privilèges fait-il partie des Constitutions , parce qu'il se trouve dans le même volume avec elles ?

VIIIe. & dernière Contradiction. „ Enfin la „ Regle borne en certains points le pouvoir „ du Général ; mais elle cesse d'être Regle , „ quand elle commence à lui déplaire “ On a répondu plus haut aux preuves qu'on allégué du pouvoir qu'on donne au Général , de changer , d'altérer , de casser même les Constitutions.

Nous sommes enfin au bout de cette ennuyeuse discussion de Passages : Il n'en reste plus qu'un ou deux , qu'on examinera dans la seconde partie. Je vais présentement m'acquitter de la promesse que j'ai faite de donner , d'après les Constitutions , une idée nette du pouvoir du Général , tant au temporel qu'au spirituel.

EXTRAIT du IIIe. Chapitre des Constitutions ,
Part. IX. , qui a pour titre : DE L'AUTORITÉ
DU GENERAL SUR LA SOCIÉTÉ ET DE SON
OFFICE.

§ 1. Il peut admettre dans l'Ordre , soit
par

par lui-même , soit par d'autres , les Sujets qui lui sembleront propres , & leur donner tel degré qu'il jugera à propos , selon leurs talens ; il pourra aussi les renvoyer de l'Ordre pour les raisons marquées ailleurs.

§ 2. C'est à lui d'envoyer ceux qu'il voudra , & où il voudra , pour faire leurs Etudes , de les rappeler , de les changer de lieu , pour leur bien particulier & pour celui du Corps.

§ 3. Il aura la Surintendance & le Gouvernement des Colleges , quant à ce qui regarde les Ecoliers , les Maîtres & les Officiers , entre lesquels les Recteurs tiennent le premier rang : Il pourra les établir , les déposer & leur communiquer les pouvoirs qu'il jugera convenables. Par eux il administrera les Colleges , en ce qui concerne les Edifices & les Biens temporels destinés à l'usage des Etudiants.

§ 4. Il aura soin que chacun lui rende compte de son emploi , de la maniere qui paroîtra convenir davantage.

§ 5. C'est au Général qu'appartient le pouvoir de passer toutes sortes de Contrats de vente , d'achats de Biens temporels-mobiliers de quelque espece qu'ils soient , tant des Maisons que des Colleges de la Société ; de constituer , ou de racheter des rentes sur les Biens fixes des Colleges , *pour leur utilité & bien*. Mais il ne pourra aliéner , ni dissoudre aucune Maison ou College , sans le consentement de la Congrégation générale.

§ 6. Quant aux Legs dont on laisse la disposition à la Société , soit que ces legs consistent

en Meubles ou *Immeubles*, qui ne sont appliqués ni annexés par le Donateur à aucun coilege; le Général peut en disposer en les vendant ou en les gardant, ou en les appliquant à telle & telle Maison.

§ 7. Les Provinciaux, Recteurs & autres Commissaires, auront pour ce que dessus, la partie du pouvoir que le Général leur aura communiquée. Pour passer ces sortes d'Actes, il ne sera pas nécessaire que tous ceux du College s'assemblent en Chapitre.

§ 8. C'est à lui de tenir la main à l'observation des Constitutions, & en même-tems d'accorder, au besoin, des Dispenses, conformément à l'esprit & à la fin des Constitutions, qui n'est autre chose que le plus grand service de Dieu, & le plus grand bien de ceux qui suivent cet Institut.

§ 9. Il aura tout pouvoir à l'égard des Missions, en se conformant néanmoins aux Réglemens faits à ce sujet par le Saint Siege Apostolique. Il pourra donc envoyer qui que ce soit, en tel lieu du monde qu'il jugera à propos pour un tems limité, ou illimité, pour toutes les actions par lesquelles la Société a coutume de s'employer au service du prochain: il pourra aussi rappeler ceux qu'il croira devoir rappeler.

§ 10. L'usage des privileges accordés à l'Ordre par les Papes, lui est réservé. Il en communiquera à ses inférieurs, telle partie qu'il croira convenable à la fin du service de Dieu qui nous est proposée.

§ 11. Il usera de corrections & de pén-

tences envers les délinquans. On en laisse le choix & la mesure à sa charité & à sa prudence , qu'il dirigera toujours à la gloire de Dieu.

§ 12. C'est à lui de convoquer la Congrégation générale , lorsqu'il s'agira d'autres choses que de l'élection du Général , & d'indiquer la convocation des Assemblées Provinciales.

§ 13. Aucun ne peut , sans sa faculté & approbation , recevoir aucune dignité hors de la Société ; & il n'y consentira point , si l'obéissance due au Saint-Siège ne l'y oblige.

§ 14. Il établira par lui-même les Recteurs & autres Supérieurs Locaux , & les Provinciaux pour trois ans au plus. Il pourra cependant restreindre ou étendre ces limites , selon que la gloire de Dieu paroîtra le demander. Il leur communiquera aussi le pouvoir qu'il croira devoir leur communiquer.

§ 15. Il pourra aussi révoquer ce pouvoir , le restreindre , l'augmenter , & leur faire rendre compte de leur administration. S'il communique au Provincial la faculté de constituer des Supérieurs Locaux & des Recteurs , ce sera à lui de confirmer ce choix ou de l'annuller.

§ 16. Il créera encore les autres Officiers nécessaires au gouvernement de la Société , comme le Procureur-Général & le Secrétaire de la Société ; en leur communiquant un pouvoir proportionné à leurs emplois.

§ 17. Il pourra , sans attendre la Congrégation générale , recevoir les Maisons , les

Colleges & les Universités offertes à la Société, il aura soin de ne les admettre qu'aux conditions qui favoriseront la fin du service de Dieu que la Société se propose. Et si l'on s'appercevoit que cela causât quelque dommage à la Société, sans que le Général se mît en peine d'y apporter remède, à la suivante Congrégation générale, il sera délibéré si l'on gardera ses Colleges & Maisons, ou si on les abandonnera.

§ 18. Il ne pourra transférer ni dissoudre les Maisons & Colleges déjà fondés, ni convertir leurs revenus à l'usage de la Société Professe.

§ 19. Autant que faire se pourra, il connoîtra les consciences de ses Inférieurs, surtout des Provinciaux & autres, à qui il commet des Emplois de plus grande importance.

§ 20. A parler en général, il pourra commander, en vertu d'Obéissance, en tout ce qui tendra à la fin de la Société, c'est-à-dire, au salut du Prochain & à la gloire de Dieu. Et quoiqu'il communique ce même pouvoir aux Supérieurs qui dépendent de lui, il sera libre d'approuver ou de casser ce qu'ils auront fait.

Les déclarations ou notes sur ce Chapitre ne contiennent rien de bien particulier, ni dont il soit nécessaire de faire mention; mais il est bon d'observer que ce qui est dit § 3, 7, 14 & 15, du pouvoir que le Général communiquera, comme il jugera à propos, aux Provinciaux, Recteurs & autres Supérieurs, ne concerne pas le pouvoir es-

fentielllement attaché à la charge de Provincial , de Recteur , &c. Pouvoir réglé par les Constitutions aux endroits où il est parlé en détail des devoirs & de l'autorité des Supérieurs particuliers ; pouvoir inséparable du titre que le Général peut conférer à qui il lui plaît , en demeurant dans les termes de l'Institut. Ainsi tout Recteur , dès-là qu'il est Recteur , est Administrateur né du spirituel & du temporel de son College ; il a le pouvoir de régir les biens de sa Maison , tel qu'il convient à sa charge ; il peut contracter avec les Externes , engager sa Maison & la rendre responsable , pourvu qu'il n'excede pas les bornes qui lui sont prescrites par l'Institut. Il ne s'agit donc , dans ces endroits , que d'un pouvoir plus spécial & extraordinaire , appartenant de soi au Général ; mais qu'il peut communiquer jusqu'à un certain point aux Supérieurs subalternes , & qu'il ne peut se dispenser de leur communiquer en certains cas , ne pouvant agir partout par lui-même.

EXTRAIT du Chapitre suivant qui a pour
TITRE DE L'AUTORITÉ ET INSPECTION QUE
LA SOCIÉTÉ A SUR LE GÉNÉRAL.

§ 1. C'est à elle de régler la dépense du Général , pour le vivre , le vêtir &c ; & le Général sera obligé de s'en tenir à ce qu'elle aura ordonné.

§ 2. Elle aura soin de sa santé , & prendra

garde qu'il ne s'excede de travaux & d'austérités.

§ 3. Elle mettra auprès du Général un Admoniteur , homme pieux & craignant Dieu , qui l'avertira modestement de ses défauts , & de ce qu'il y a à réformer en sa conduite.

§ 4. Si on proposoit au Général quelque Dignité ou Prélatrice , qui l'obligeât à se défaire de sa Charge , il ne pourra l'accepter sans le consentement de la Société ; & elle ne le donnera pas , si elle n'y est forcée par l'obéissance qu'elle doit au Saint Siege.

§ 5. S'il étoit négligent dans les affaires d'importance qui concernent sa charge ; si la maladie ou la vieillesse le mettoient hors d'état de s'en acquitter , on lui donnera un Coadjuteur ou Vicaire , qui en remplira pour lui les fonctions , soit que ce choix se fasse du consentement du Général avec l'avis des Provinciaux , soit que les Provinciaux recueillent à cet effet , par Lettres , les suffrages des Recteurs de chaque Province.

§ 6. Enfin s'il arrivoit certains cas qu'on espere , par la grace de Dieu ne devoir jamais arriver , par exemple , que le Général tombât dans la fornication , qu'il blessât quelqu'un (*Note D*) avec une arme , un couteau , ou autre chose qui puisse faire blessure considérable ; qu'il employât à son usage les revenus des Colleges ; qu'il en disposât en faveur des Externes ; qu'il aliénât les Immeubles des Maisons ou Colleges , qu'il eût une mauvaise Doctrine : si quelqu'un de ces cas arrivoit , & qu'il fût suffisamment conf-

taté, la Société peut & doit le priver de son emploi, l'expulser même de son Corps.

Qu'on juge après l'extrait, ou plutôt la traduction fidele de ces deux Chapitres, si le Général des Jésuites est Despote ou propriétaire. La vraie idée que l'Institut des Jésuites donne du pouvoir de leur Général quant au temporel, est celle d'un Tuteur qui sans avoir la moindre propriété des biens de ses pupiles, en a cependant la plus ample administration. Les Maisons fondées possèdent des Biens; mais comme aucun particulier Jésuite n'a par lui-même le droit de les administrer, que d'ailleurs les Assemblées capitulaires sont défendues chez eux, lorsqu'il s'agit de Contrats, il faut nécessairement que le Chef de l'Ordre administre & gouverne les biens de ces Maisons, soit par lui-même, soit par des Supérieurs préposés par lui pour cet effet.

D'où il suit que chaque Supérieur ou Administrateur subalterne ne peut en vertu de sa Procuration, régir d'autres biens que ceux de la Maison qui lui est confiée; qu'il ne lui est pas permis de passer les bornes de cette Procuration, ni de rien faire sans l'aveu, ou contre les ordres exprès de l'Administrateur en Chef qui l'a commis en sa place. Encore moins peut-il engager les biens d'aucune autre Maison que de la sienne. Que fait donc un Supérieur, Recteur ou autre, quand il contracte? Il passe au nom du Général qu'il représente, & en vertu du pouvoir qu'il en a reçu, un Acte par lequel il engage sa Maison exclusivement à toute autre. Ceux qui contrac-

tent depuis deux cens ans avant les Jésuites , ne l'ont jamais entendu autrement. Jamais , sous prétexte que les biens des Maisons fussent communs , on n'a pris à partie le College de Paris , par exemple , pour un Aëte passé sous le nom & au compte du College de Rouen. Comment le Supérieur d'une Maison pourroit-il engager les biens d'une autre Maison sur laquelle il n'a aucune autorité ? Qu'on retienne ces principes qui sont clairs & solides : on en fera usage dans la seconde Partie de ce Mémoire.

Il résulte de tout ce qu'on a vû , que le Despotisme & le droit de propriété universelle du Général des Jésuites , sont une chimère ; que le simple sens commun , les droits des Souverains & des Papes , les Textes formels de l'Institut , les Loix des Royaumes , en particulier celles de France , résistent à ce prétendu Despotisme.

Il résulte encore que tous les Textes , soit de l'Institut , soit des Bulles des Papes sur lesquels l'Auteur du Mémoire fonde la preuve de sa premiere Proposition , crient hautement qu'ils sont tronqués , altérés , pris dans un sens étranger ; qu'entendus dans leur vrai sens , ou ils ne prouvent rien , ou ils prouvent le contraire de ce qui est en question.

Concluons donc que la solidité de Droit n'a point lieu dans l'affaire du Pere de la Valette ; parce que le Général des Jésuites n'a nulle autorité despotique ; ni aucun droit de propriété sur les biens de son Ordre.

SECONDE PROPOSITION.

La solidité de Fait ne peut avoir lieu dans l'affaire du P. de la Valette, parce qu'il est faux que les Maisons des Jésuites, au moins celles de France, se soient rendues, ou aient été faites cautions pour celle de Saint Pierre de la Martinique.

Nous commencerons par établir solidement & brièvement nos preuves ; après quoi nous répondrons en peu de mots à celles du Mémoire.

Il se présente d'abord un preuve très-efficace, qui résulte de toutes celles qu'on a lues dans la première Partie ; car jamais un fait particulier n'établira une solidité à laquelle le Droit s'oppose formellement : or on a démontré que le Droit, & , ce qu'il faut bien remarquer, un Droit plus fort que l'autorité du Général des Jésuites, un Droit sur lequel il ne peut rien, Droit fondé sur les Bulles des Papes, sur les Textes exprès des Constitutions, qui déclarent en mille endroits que les biens des Maisons sont séparés, distincts, & ne forment pas une masse commune, s'oppose & résiste à ce que les Maisons des Jésuites soient ou puissent être Solidaires les unes pour les autres. Il est donc impossible que dans l'affaire présente la solidité de fait ait lieu, la solidité de Droit étant démontrée absolument nulle & sans fondement. Il est encore certain que cette solidité de fait ne peut se prouver valable-

ment, par des conséquences indirectes ; tirées plutôt par voyes de conjectures & de soupçon , que par voye de certitude & de connexion immediate , de principes quelconques , de lettres & d'écrits qui pris en eux-mêmes ne prouvent , ne disent rien : il faut montrer quelque écrit exprès , formel , par lequel le Général ou quelqu'un en son nom déclare en termes précis , que toutes les Maisons de la Société , au moins celles de France , cautionnent & répondent pour celle de la Martinique. Et c'est ce que la Partie adverse ne peut faire , n'a pas fait , & ne fera jamais. On la défie de produire aucun Titre décisif en ce genre. C'est elle qui attaque ; c'est à elle de mettre en évidence , non une foule de mauvais raisonnemens , & de calomnies contre la Société , ramassées dans je ne fais quels Libelles anonymes , mais un seul Fait clair & net , qui dépose que les Maisons des Jésuites soient caution pour celle de S. Pierre.

C'est l'impuissance , où l'Auteur du Mémoire a été de produire un fait de cette nature , par lequel le procès eût été bien-tôt vuide , qui l'a réduit à fouiller dans l'Institut , pour y chercher une solidité de Droit qui ne s'y trouve point , & qu'il a forgée & bâtie à son gré sur des lambeaux mal cousus , mal adaptés de textes altérés , tirés avec violence de leur place , & détournés malignement à un sens étranger. Il se seroit épargné cette peine , s'il eût eu une pièce authentique qui constatat la solidité en question.

La seconde preuve se tire de la qualité & du titre du P. de la Valette. Quel est son titre ? Celui du Supérieur de la Maison de S. Pierre de la Martinique : Il n'en prend pas , il n'en peut pas prendre d'autre , puisqu'il n'a été envoyé à la Martinique , qu'en cette qualité. Il est donc Administrateur des biens de la seule Maison de S. Pierre ? Il n'a donc pu engager d'autres biens que ceux de sa Maison ? Il n'a pu contracter que pour le compte de cette Maison ? Les Contractans n'ont eu affaire qu'à lui , n'ont transigé qu'avec lui , n'ont pu avoir , & n'ont eu en effet de lui , d'autres sûretés , d'autre caution que les biens de la Maison de la Martinique. Dans toutes les Lettres de change tirées par le Pere de la Valette , il ya toujours cette clause : *Que vous passerez sur le compte de notre Maison.* On a posé ce fait dans le premier Mémoire écrit en faveur des Jésuites : Personne n'a encore prouvé le contraire ni de vive voix , ni par écrit. Ainsi il demeure pour constant que le Pere de la Valette non seulement n'a pu engager les biens d'une autre Maison , mais que par le fait il n'a engagé que la sienne. Et comment l'auroit-il pu faire sans l'aveu des Supérieurs des autres Maisons ? Et comment ces Supérieurs auroient-ils pu y consentir , puisque cela passe évidemment leurs pouvoirs ? Et comment le Général lui-même auroit-il pu autoriser une transaction , lorsque les Constitutions résistent formellement à une pareille autorisation ? Et quand le Supérieur , ou le Général auroient ce pouvoir , comment

prouvera-t-on qu'ils en ont usé en faveur du Pere de la Valette , puisque jusqu'à présent , on n'a produit aucune Lettre , aucun acte qui en fasse foi ?

Mais, dit-on , le Pere de la Valette commerce , & son commerce est celui de toute la Société. Je n'examine pas encore la réalité de ce commerce ; je la suppose pour un moment : Je me crois en droit de demander ici , où est l'équité de cette Proposition ? Le Commerce d'un particulier est le commerce du Corps entier. Commettra-t-on toujours à l'égard des Jésuites , l'injustice de vouloir que leurs vertus , lorsqu'on leur fait la grace de leur en accorder , soient personnelles , & ne s'étendent pas au-delà de ceux qui les possèdent ; qu'au contraire les vices d'un petit nombre , les vices d'un seul soient communs à toute leur Société ? Si un particulier chez eux a fait une bonne action , elle n'est que pour lui : je n'ajoute pas qu'on la lui conteste , qu'on la noircit , qu'on la travestit , autant qu'il est possible ; mais s'il en fait une mauvaise , elle tire à conséquence pour tous les Jésuites , présens , passés , & à venir. C'est selon les maximes de la Société qu'il a agi , on trouve dans l'Institut les preuves de ce qu'on avance ; on rend comptable le Fondateur même , quoique canonisé par l'Eglise de toutes les fautes de ses enfans ; on veut que ce soit dans ses Constitutions , qu'ils aient puisé les principes de leur conduite , lorsqu'elle est repréhensible. Ne reviendra-t-on jamais d'un préjugé qui deshonne si fort la

la raison de ceux qui s'y laissent entraîner ?

Mais les Supérieurs de ce Pere n'ont pu ignorer son Commerce. Il n'est que leur Agent , même pour cette partie. Ils sont donc responsables de tous les engagements qu'il a pris avec ses Correspondans ? Je pourrois dire à ceux qui , de ces reproches sans preuves , se font des principes aussi peu fondés , que le sont des bruits populaires répandus par des Auteurs inconnus , ou trop connus pour mériter encore quelque créance ; je pourrois leur dire qu'ils connoissent bien mal les Supérieurs du Pere de la Valette , s'ils les croient si difficiles à tromper dans une affaire , surtout qui s'est passée si loin de leurs yeux. Je pourrois ajouter que les Supérieurs des Jésuites croient aujourd'hui très-difficilement ce que l'on répand contre un de leurs Inférieurs ; qu'ils sont autorisés à cette espece d'insensibilité , par tant d'accusations vagues , tant de fois semées dans le public sans aucun fondement , par tant d'imputations calomnieuses , de la fausseté desquelles ils étoient pleinement convaincus , dès le moment qu'elles ont eu cours , & dont tout le monde a été convaincu depuis : Que mille bouches ouvertes pour décrier le Pere de la Valette , ne prouvent plus rien dans l'esprit d'un homme sensé ; mille fois trompé & autant de fois détrompé sur le compte de tant d'autres Jésuites : Que tous ceux qui se piquent de sagesse & d'équité , sont devenus incrédules , quand on recommence à leur parler contre les Jésuites : je pourrois dire enfin , que ces

Supérieurs ont fait depuis plusieurs années ce qui a dépendu d'eux, pour éclaircir ce qui concernoit l'administration du P. de la Valette; & que la guerre présente & d'autres accidens les ont toujours empêchés de parvenir à ce qu'ils se propofoient. On a combattu de la maniere la plus foible, dans l'addition à l'énorme Mémoire pour les Lioncy, ce qui a été écrit à ce sujet dans le premier Mémoire des Jésuites. On y dit que dans le même-tems que le P. de Montigni fut nommé pour aller à la Martinique, le P. Fayard y est passé: comme si en tems de guerre la mer ne pouvoit pas être fermée pour l'un dans un endroit, & ouverte pour l'autre dans un autre endroit. Comme si ces deux Peres avoient eu la même occasion, & que l'un l'eût négligée dans le tems que l'autre l'a faisie: comme si encore le P. de Montigni ayant des assurances de passer à bord de quelque Vaisseau partant d'un Port de France pour aller à la Martinique, cette occasion n'avoit pas pû manquer; & que dans ce cas il eût été obligé d'écrire dans tous les Ports du Royaume pour s'assurer un passage. N'a-t-il pas pû encore, la premiere occasion manquée, se dégoûter d'une Traversée qui exposoit à de grands dangers la santé d'un homme de son âge, & engager les Supérieurs à en nommer un autre? Convenoit-il de l'y contraindre malgré ses répugnances?

Je réponds d'une maniere plus courte & plus embarrassante pour les Adversaires des Jésuites: Que les Supérieurs du P. de la Va-

lette ont ignoré & ignorent encore le Commerce de ce Pere ; qu'aucun Jésuite de France n'en est persuadé , parce qu'aucun d'eux n'en a de preuves certaines. Qu'on les montre ces preuves , si l'on en a , & qu'on fasse voir ensuite qu'elles ont dû parvenir , & qu'elles sont parvenues en effet à la connoissance des Supérieurs. Si le P. de la Valette a commercé , son premier soin a été de se cacher d'eux , de les tromper , de leur dérober toutes ses démarches , de supprimer toujours le nom de Commerce , d'en éloigner toutes les idées , d'y substituer des vûes & des motifs honnêtes & conformes à sa Profession , dans toutes les permissions qu'il leur a demandées de faire des emprunts ou des Acquisitions. Jamais les Supérieurs n'eussent autorisé aucune de ses demandes , si elles eussent rendu à rien de ce qui touche au Commerce.

Le P. de la Valette n'en pouvoit douter ; & la preuve en est , qu'il savoit que ses Supérieurs n'avoient aucun pouvoir de lui permettre un Commerce interdit à tout Religieux , par toutes sortes de Loix divines & humaines , & nominément aux Jésuites par leur Institut : *Que tous les nôtres sçachent* , dit le Décret 61e. de la seconde Congrégation , *que tout ce qui a quelque apparence de Commerce leur est prohibé : Omnia quæ speciem habent secularis Negotiationis. . . intelligantur prohibita esse nostris.* Le Décret 84 de la 7e. Congrégation , comprend dans les especes de Commerce qui leur sont défendues , 1.

De prendre à Ferme des terres pour les faire valoir à son profit ; *Conducere agros alienos , ut ex iis questum & lucrum facias* ; 2°. D'acheter des Denrées pour les revendre ensuite plus chèrement : *Emere aliqua , ut nostrâ postea industriâ cariùs vendantur*. Il savoit encore que depuis la naissance de la Société jusqu'à son tems , il étoit inoui qu'aucun Supérieur eût donné à quelque Jésuite que ce fût , soit de vive voix , soit par écrit , la permission de commercer. Il ne leur a donc pas demandée. Il ne leur a donc jamais insinué qu'il commerçât , ni qu'il destinât au trafic les gros emprunts qu'il a faits de leur consentement.

Mais les Supérieurs devoient s'en défier. Je soutiens qu'ils ne le devoient pas : que c'étoit la dernière pensée qui leur dût venir à l'esprit : que le Commerce est quelque chose de si étranger à la fin de la Société , & à la profession qu'elle fait du plus grand désintéressement ; profession dont elle a toujours donné , & dont elle donne encore partout des marques , que ses ennemis seuls peuvent méconnoître : que de tant de Jésuites occupés depuis plus de deux cens ans au salut des Ames dans toutes les parties du Monde , il y en a si peu qui aient donné la moindre occasion aux Supérieurs de les soupçonner légitimement de Commerce , qu'il n'y a rien à quoi ils doivent moins s'attendre de la part d'un Missionnaire Jésuite. D'ailleurs , quand le Pere de la Valette leur demandoit la permission de faire des Emprunts , n'alléguoit-il pas des

raisons & des motifs ? N'expliquoit-il pas l'emploi qu'il en vouloit faire ? On n'a pas ses lettres ; mais on peut assurer que qui que ce soit n'en produira aucune , qui donne lieu de croire que les Supérieurs ayent été instruits de son Commerce par lui ou par d'autres.

Après tout , je ne vois pas pourquoi les Créanciers du P. de la Valette pressent si fort contre lui l'accusation du Commerce. Cette accusation rend-elle leur droit plus légitime & plus certain ? Quand ils contractoient avec lui , ne savoient-ils pas sur quoi ils pouvoient compter ? Ignoroient-ils , ignorent-ils encore que jamais ils n'ont reçu de lui d'autres Lettres de change , que celles qui étoient garanties par le Supérieur de la Martinique ? Si cette garantie ne leur suffisoit pas pour assurer leurs conventions , il falloit donc demander d'autres sûretés , & ne point passer de contrat avec lui , qu'ils ne les eussent obtenues. Il falloit demander aux Supérieurs du P. de la Valette , s'ils vouloient lui donner des Pouvoirs plus étendus que ceux d'un Supérieur particulier ; s'ils consentoient à rendre les autres Maisons de la Société responsables pour celle de S. Pierre , s'ils vouloient admettre cette solidité dont on n'a jamais entendu parler jusqu'à ce moment ni chez les Jésuites , ni chez les autres Ordres Religieux , que l'affaire présente intéresse tous , nonobstant la différence du Gouvernement. Les Créanciers du P. de la Valette ont-ils pris ces précautions ? Les Supérieurs des Jésuites

sont-ils convenus que toutes leurs Maisons répondroient solidairement pour celles de la Martinique ? Jamais ils ne l'ont pû faire , jamais ils ne l'ont fait ; jamais le P. de la Valette lui-même n'a donné à entendre qu'ils le feroient ; jamais les Créanciers de ce Pere , avant leur convention avec lui , n'ont pensé à exiger rien de semblable de ses Supérieurs.

Cela étant , je demande encore une fois , quel intérêt ils ont à accuser ce Jésuite de Commerce ? Quelle connexion il peut y avoir entre ce Commerce & les Demandes qu'ils forment contre le Général & la Société des Jésuites ? Etoient-ils Associés pour le Commerce avec le Pere de la Valette , ou ne l'étoient-ils pas ? S'ils ne l'étoient pas ; quelle preuve ont-ils qu'il commerce ? N'est-ce pas plutôt une démonstration palpable de la fausseté de cette accusation ; puisque s'il eût commercé , il n'est pas possible que parmi tant de Porteurs de Lettres de change , il n'y en eût quelqu'un qui fût son Associé.

S'ils commerçoient de compagnie avec le P. de la Valette ; je les presse de nouveau , & je leur demande s'ils le croyoient autorisé à commercer , ou s'ils ne le croyoient pas autorisé ? S'ils ne le croyoient pas : pourquoi contractoient-ils avec un homme qu'ils sçavoient n'avoir aucun pouvoir de contracter ? Pouvoient-ils ignorer que les Contrats passés avec une personne inhabile par elle-même à ces sortes de Contrats , sont déclarés nuls par toutes les loix , & qu'on n'a aucun droit de se faire indemniser des per-

tes qu'on a souffertes en contractant de la sorte ? S'ils le croyoient autorisé , ce ne pouvoit pas être en vertu des Lettres de ses Supérieurs : il ne leur en a produit aucune. Eux-mêmes sont forcés d'en convenir. Et quand il en eût produit , ne savoient-ils pas que le Commerce est prohibé à tout Religieux par les loix Ecclésiastiques & Civiles ; & que l'autorité de ces loix ne peut être balancée par celle des Supérieurs des Jésuites , qui sont eux-mêmes soumis à ces loix.

Ils sont donc réduits à avouer qu'ils ont contracté sciemment avec une personne inhabile à contracter en matière de Commerce. Les Actes qu'ils ont passés sont donc nuls , & dans leur ame ils les reconnoissoient pour tels au moment qu'ils les passaient. Il s'ensuivroit de-là qu'aucune Maison , pas même celle de la Martinique , n'est tenue en rigueur des loix de les indemniser autrement , que des biens provenans de ce commerce illégitime. Je suppose en effet que quelqu'un contracte avec l'Administrateur d'un Hôpital. Sçachant bien que cet Administrateur passe ses pouvoirs , & que le Contrat est nul , peut-il répéter sur les biens de l'Hôpital le dommage qu'il a souffert ? Qu'il prenne à partie l'Administrateur tant qu'il voudra ; mais si l'Administrateur est insolvable , peut-il s'en prendre à d'autres qu'à lui-même & à son imprudence , des pertes auxquelles il s'est exposé de gaieté de cœur ? Le Commerce du P. de la Valette fut-il réel , ne fait donc rien à l'affaire présente , tant qu'on ne

prouvera pas que ce Commerce ait été autorisé par les Supérieurs.

On prend un autre biais (*Addition au Mémoire de Lioncy*,) pour impliquer dans la solidité d'autres Maisons que celles de la Martinique. La Maison de la Martinique n'est, dit-on, qu'une Résidence. Or, par l'Institut, il ne peut y avoir d'autres Maisons de Jésuites fondées, que les Colleges & Maisons de Noviciat. La Maison de la Martinique n'est donc pas une Maison fondée ? Ses biens sont donc annexés à quelque College ? J'accorde tout cela ; mais je nie que ses biens ne fassent qu'une masse commune avec ceux du College ; que le Recteur du College puisse engager les biens de la Mission pour ceux du College, ni les biens du College pour ceux de la Mission. Ces biens sont entièrement distingués, & par leur destination & par les usages auxquels on les consacre. Ceux du College sont destinés & employés à l'entretien des Jésuites qui l'habitent : ceux de la Martinique à l'entretien des Missionnaires. Ils ne répondent pas plus les uns pour les autres, que les biens de deux cousins germains qui auroient le même Tuteur.

Je passe à la Réfutation de la seconde Proposition du Mémoire : La voici (*page 2.*)

„ Le Pere de la Valette , en sa qualité de
 „ Supérieur des Missions des Isles-du-Vent ,
 „ n'étoit que l'Agent & le Préposé de toute
 „ la Société , ou du Général , pour l'admini-
 „ stration de ces Missions & du commerce
 „ immense qu'il y fait, “

L'Auteur commence dès l'abord par prouver que le Pere de la Valette *tient sa fonction & son autorité de Supérieur des Missions des Isles-du-Vent , des mains du Général*. Il paroît craindre que les Jésuites ne le nient. Il a grand tort. Les Jésuites ne le nieront pas, & ne peuvent le nier. Ils conviennent que c'est par l'autorité du Général, communiquée au Provincial de la Province de France, que le Pere de la Valette a été envoyé à la Martinique en qualité de Supérieur de la Maison de Saint-Pierre. Que peut-on conclure de là contre eux ? *Qu'il a contracté pour celui qui a seul le droit de contracter ?* (page 50.) L'Auteur tombe toujours dans cette équivoque. Il prétend toujours qu'un Supérieur, qui contracte par l'autorité qu'il a reçue du Général, contracte *pour lui*. Si cela veut dire, *en son nom, à sa place* : on demeure d'accord que cela est vrai tant que le Pere de la Valette se tient, ou s'est tenu dans les limites des pouvoirs qu'on lui a communiqués. S'il les a passés, sa gestion n'est point avouée du Pere Général : il la désavoue même & la condamne expressément.

L'Auteur fait ensuite une disjonctive (p. 52): *Ou le Pere de la Valette, dit-il, pouvoit s'engager, ou ne le pouvoit pas. S'il le pouvoit, il avoit donc en dépôt une partie de la puissance qui n'appartient qu'au Général S'il ne le pouvoit pas, ses Lettres & ses Obligations sont de vains papiers entre les mains des Porteurs.....* Ce raisonnement est pitoyable. Le Pere de la Valette a pu s'engager en qualité d'admi-

nistrateur de la Maison de la Martinique. Il n'a pu s'engager en qualité de Commerçant. Ses Lettres & ses Obligations ne sont de vains papiers entre les mains des Porteurs, qu'au cas que ce soient des Lettres & des Obligations de Commerçant.

Mais , dit-on , (page 53.) par quelles voies , par quels indices veut-on que les Externes connoissent l'autorisation du Supérieur , & les pouvoirs du Subalterne , si l'extérieur public des fonctions les plus décidées n'en est pas une marque suffisante ? Ces voies & ces indices étoient néanmoins fort simples & à la portée de tout le monde. Ces Externes pouvoient-ils ignorer que les Loix de l'Eglise & de l'Etat interdisent le commerce à tout Religieux ? Lors donc qu'ils le voyoient commercer , ils avoient une raison très-suffisante de lui demander en vertu de quels pouvoirs , & s'il étoit autorisé par ses Supérieurs à une action qu'ils sçavoient lui être prohibée par une force supérieure à celle dont il tenoit son autorité. Lui ont-ils demandé à voir les Lettres du Général où étoient contenus ces pouvoirs ? Les leur a-t-il montrées ? On convient que non. Ils ont donc eu tort de ne point s'assurer de la condition de celui avec qui ils contractoient , ou plutôt ils n'étoient que trop assurés que le Pere de la Valette n'étoit autorisé à commercer par qui que ce fut ; & qu'il ne pouvoit l'être par aucun de ses Supérieurs. Les défenses des Loix Ecclésiastiques & Civiles, qui , très-certainement, leur étoient connues , ne laissant à un Supé-

rieur soumis à ces Loix , tel que le Général des Jésuites , que le droit de blâmer & de punir dans ses Inférieurs ce que ces Loix improuvent.

L'Auteur avance ensuite (*ibid.*) une insigne fausseté , & fait un abus criant d'un texte de l'Institut qu'il cite pour l'appuyer. *C'est*, dit-il, *un droit du Général de conférer un plein pouvoir par des Lettres publiques , & de les restreindre ou de les revoquer par des Lettres secrettes.* Quamvis Generalis in Patentibus Litteris ad Præpositos particulares missis amplissimam eis facultatem impartiat , quò magis subditi eisdem venerentur , & humiliores ac submissiores se exhibeant , nihilominus per secretas Litteras hæc potestas contrahi , prout convenire videbitur , & limitari potest. (*Decl. in Constit. Part. II. cap. I. B.*)

Il s'agit ici dans l'intention de l'Auteur , d'un pouvoir de contracter avec les Externes en matiere civile , pouvoir communiqué par des Lettres publiques , & revoqué ou restreint par des Lettres secrettes. Il n'est pas question d'un seul mot de cela dans l'endroit de l'Institut qu'on cite. Le titre du Chapitre , est : *Qui sont ceux qui peuvent être renvoyés , & par qui : Qui dimitti possint & per quos.* Au §. 2. il est dit : * *Le pouvoir de renvoyer*

* Dimittendi facultas inprimis ad universam Societatem pertinet , quando in Congregationem generalem conveniret. Eadem erit penès Præpositum generalem in omnibus , præterquam si quid ad ipsius personam pertineret penès reliquos ex Societate tantum erit hujus facultatis , quantum eis à Capite collatum fuerit.

appartient sur-tout à la Société assemblée, en Congregation generale. Le Général l'aura aussi à l'égard de quiconque, horsmis le cas où il s'agiroit de sa personne. Les autres Superieurs de la Société auront ce pouvoir dans la mesure qui leur aura été communiquée par le Chef.

Et dans la Note B. sur cet endroit, se trouve le texte cité: *Quoique le General par les Lettres Patentes envoyées aux Superieurs particuliers, leur confere un très-ample pouvoir (de renvoyer sans doute) afin de leur concilier davantage le respect de leurs inferieurs, & de les rendre plus humbles & plus soumis; cependant ce pouvoir pourra être restreint & limité par des Lettres secrettes, selon qu'il sera jngé convenable.*

N'est-on pas bien en droit, après un trait de cette nature, de s'écrier, (page 53.): *Quels droits! Quels privileges! L'art de tromper reduit en regle! L'injustice mise en maxime! Des hommes faits pour prêcher toute vertu par leur exemple, compter au nombre de leurs titres la liberté de manquer de foi! Quel Lecteur, ami du vrai, ne nous pardonnera pas l'émotion qui nous fait sortir une fois du flegme que nous nous étions imposé? Je laisse au Lecteur, ami du vrai, à faire ici les réflexions que lui inspireront la droiture & l'équité. S'il lui pardonne son émotion, il est une autre chose qu'il ne lui pardonnera pas.*

J'ajouterai ici, puisque l'occasion s'en présente, que l'Auteur du Mémoire des Lioncy, (page 171.) fait le même abus du texte qu'on vient de citer. Il y a, dit-il, *une autre regle générale*

générale dans la Société : c'est que le Général peut donner le pouvoir ostensible le plus ample , & le restreindre par des Lettres particulières : *Quamvis Præpositus &c.* . . . D'un autre côté , quoique le Général ait communiqué ses pouvoirs aux Supérieurs inférieurs , il demeure cependant le maître d'approuver ou de casser à son gré tout ce qu'ils auront fait : *Quamvis aliis inferioribus Præpositis , &c.* On supprime dans la citation les paroles qui marquent expressément qu'il ne s'agit que du gouvernement intérieur & spirituel : *In rebus omnibus , quæ ad propositum Societatis finem , perfectionis & auxilii proximorum , ad gloriam Dei faciunt* (Constit. IX. Cap. III. §. 20.) On a déjà rendu compte de ce passage dans la première partie.

Revenons à notre Mémoire. On n'apporte (page 52. & 53.) d'autre preuve du commerce du P. de la Valette , que cette phrase : *Le Général a vu depuis 1754 , le Supérieur d'une Maison , qui n'a pas 150000 livres de rente , tirer des Lettres de change , signer des Billets , contracter des engagements pour plusieurs millions.* Est-ce commercer que d'être simplement tireur de Lettres de change ? Il en a tiré dit-on pour des sommes qui montent bien au-delà des revenus de sa Maison. Cela est vrai ; mais quand il a pris les biens meubles du sieur Cazotte sur le pied de 130000 liv. , dont il lui a délivré la Lettre de change , a-t-il fait un acte de commerçant ? Non sans doute. Et s'il a rendu le même service à un grand nombre de personnes qui repassoient en France ; service que tout le monde atteste

qu'il a rendu avec toute la générosité possible , ne voulant point abuser de la nécessité où ces personnes se trouvoient de se défaire de leurs biens ; peut-on l'accuser d'avoir fait en ce point le commerce ? Si outre ses propres denrées , il a fait passer en France & ailleurs les denrées de plusieurs particuliers de l'Isle , qui n'avoient pas les mêmes facilités que lui , en leur tenant compte du prix ; n'est-il pas aisé de concevoir , sans recourir au Commerce , comment il a pû faire passer des fonds excédans ses Revenus ? On pourroit s'en tenir là : c'est à ceux qui attaquent à prouver ce qu'ils avancent ; & quand l'Auteur du Mémoire dira quelque chose de plus positif sur le Commerce du P. de la Valette , on tâchera d'y répondre.

En attendant qu'on l'attaque plus fortement & d'une manière plus vraisemblable sur le Commerce domestique , je vais donner l'extrait de quelques Lettres écrites par M. Hurfon , Intendant des Isles du Vent en 1753 , au sujet du rappel du P. de la Valette en France , sur l'imputation du Commerce étranger.

Lettre au Pere Général.

„ Mon très-Révérénd Pere , je vous avoue
 „ que j'ai été extrêmement surpris , ainsi
 „ que tous les honnêtes gens de ce pays ,
 „ d'un Ordre que nous avons reçu de ren-
 „ voyer en France le Révérend Pere de la
 „ Valette... & cela sous prétexte de Com-
 „ merce étranger. Il y a trois ans que M.

„ de Bompar & moi nous gouvernons cette
 „ Colonie ; & loin d'avoir eu la moindre
 „ inspicion contre le P. de la Valette à ce
 „ sujet , nous lui avons toujours rendu la
 „ justice la plus complete sur cet objet , ainsi
 „ que sur tous les autres qui regardent son
 „ Ministère. Il a eu ici des ennemis qui ont
 „ tant crié auprès du Ministre , qu'ils ont
 „ surpris l'Ordre en question..... 1°. Je com-
 „ mence par vous assurer & vous jurer que
 „ jamais le Pere de la Valette n'a de près ni
 „ de loin fait le Commerce étranger. Ce
 „ témoignage lui sera rendu par M. de Bom-
 „ par , par moi , & par tous les gens en
 „ place. Vous y pouvez compter ; & vous
 „ pouvez parler haut dans cette occasion ,
 „ sans craindre d'avoir du dessous & du
 „ désagrément ; parce que plus les choses
 „ seront éclaircies , plus son innocence
 „ & la méchanceté horrible de ses Accusa-
 „ teurs seront éclatantes.

2°. „ Il n'y a point d'exemple que dans
 „ ce pays on se soit conduit ainsi vis-à-vis
 „ d'un homme en place & d'un Supérieur.
 „ On examine auparavant ; on se fait ren-
 „ dre compte des faits.... Je conclus de là
 „ que le Ministre qui est rempli de justice &
 „ d'équité a été surpris... Si les soupçons ou
 „ les imputations étoient suscitées par les
 „ Chefs du Pays , cela mériterait attention ;
 „ mais lorsque les Accusateurs n'osent pas
 „ se nommer , il me semble qu'on doit aller
 „ doucement & vérifier auparavant....

„ J'ajouterai à tous ces motifs , la consi-

„ dération que mérite une Société comme
 „ la vôtre , & le bien infini que je lui vois
 „ faire ici , par l'usage que vos Supérieurs
 „ & surtout le Pere Guillin , & ensuite le
 „ Pere de la Valette ont fait du bien de la
 „ Mission , pour rendre service à quantité
 „ d'honnêtes gens qui sans eux auroient été
 „ fort embarrassés.... Si je n'étois sûr de l'in-
 „ nocence entière du Pere de la Valette &
 „ de sa conduite , je puis vous assurer que
 „ je ne parlerois pas si affirmativement. Je
 „ suis , &c.

A la Martinique le 29 Septembre 1753.

Sur de pareils témoignages de l'innocence
 du Pere de la Valette , le Pere Général a-t-il
 dû ajouter aisément foi aux soupçons vagues,
 aux accusations anonymes de Commerce ,
 dont on a depuis chargé ce Pere , en suppo-
 sant que ces soupçons & accusations soient
 parvenus jusqu'à lui ?

*Lettre du Même , au P. LE FORESTIER ,
 Provincial , du 4 Octobre 1753.*

„ Mon Révérend Pere , quoique je n'aye
 „ pas l'honneur de vous connoître person-
 „ nellement , je crois devoir avoir celui de
 „ vous écrire au sujet de l'Ordre qui est ar-
 „ rivé ici pour le Pere de la Valette.... Il est
 „ plus clair que le jour , que cet Ordre a
 „ été surpris au Ministre. La présence du
 „ P. de la Valette , & les bons offices que
 „ par toutes sortes de raisons vous êtes obligé

„ de lui rendre , opéreront bientôt sa justi-
 „ fication , & feront éclater son innocence ,
 „ qui n'a jamais pû être attaquée que par
 „ des misérables , qui en ont imposé au Mi-
 „ nistre. L'honneur de votre Corps & de
 „ votre Mission , ainsi que votre intérêt s'y
 „ trouvent joints. Mais , mon Révérend Pere,
 „ je sçais que le motif le plus fort & qui peut
 „ davantage sur vous , est celui de son inno-
 „ cence : il n'est pas possible d'imaginer sur
 „ quoi , & sur quels faits peuvent tomber
 „ les accusations , quand il est vrai , comme
 „ la vérité même , que le Pere de la Valette
 „ n'a rien à se reprocher. Je vous supplie ,
 „ mon très-Révérend Pere , de croire ce que
 „ je vous dis , & d'être persuadé que je ne
 „ parlerois pas si affirmativement , si je n'a-
 „ vois la certitude parfaite de ce que je
 „ dis....

„ C'est notre affaire , à M. de Bompar ,
 „ Général & à moi , d'assurer le Ministre
 „ de la parfaite innocence du Pere de la
 „ Valette. Nous le ferons avec la force que
 „ nous donnera l'obligation de lui dire la
 „ vérité. Mais il faut encore que vous en
 „ soyez assuré.... Je suis , &c.

Deux autres lettres . l'une de M. Hurson,
 & l'autre de M. de Brande , certifient l'inno-
 cence du Pere de la Valette , l'attachement
 de tous les gens de bien & des gens sensés de
 l'Isle pour ce Pere , fondés sur ses qualités
 personnelles , & les services qu'ils en reçoivent ; & la nécessité d'un prompt renvoi de
 ce Pere à la Martinique , si l'on ne veut per-

dre la Mission pour le spirituel & pour le temporel. On n'a qu'à lire à présent ce que l'Auteur du Mémoire dit, (P. 6 & 7) du rappel du Pere de la Valette en France, & de la façon dont il s'y justifia auprès du Ministre ; & je réponds que ces Lettres dissipent les mauvaises impressions qu'on s'efforce d'y donner sur la conduite de ce Pere.

De l'accusation particuliere de Commerce, l'Auteur passe (*pages 55 & suivantes*) à une accusation générale qui enveloppe les Jésuites de tous les tems & de tous les Pays. Je ne m'arrêterai point à le suivre, ni à répondre aux autorités qu'il cite & aux faits qu'il allégue. Ces autorités ne sont d'aucun poids par elles-mêmes, étant tirées d'Auteurs qu'on sçait ne mériter aucune créance sur le compte des Jésuites ; & les faits ayant été éclaircis dans le tems, par des Ecrits qui subsistent & qu'on peut consulter. Il sera encore à propos de lire l'endroit du P. le Tellier, * cité par l'Auteur. : On y lit (*page 221.*) que la permission de mettre sur le Galion de Macao au Japon, 50 & même 90 ballots de soye pour le compte des Jésuites, „ leur avoit été accordée „ par Lettres Patentes du Roi Catholique, „ tant parce qu'ils n'ont point d'autre moyen „ de pouvoir vivre, disent les Patentes, que „ parce qu'en leur accordant ce nombre de „ 90 ballots en tout, c'est moins de cinq „ ballots pour chacune de leurs Maisons.

* *Défens. des Miss. & des Nouv. Chrét. II. Partie, pages 184 = 210.*

„ Et (*page 209.*) : Que le Général des Jé-
 „ suites voulut avoir l'approbation & le con-
 „ sentement exprès du Pape Grégoire XIII. ,
 „ qui jugea que dans les circonstances dont
 „ il s'agissoit , la chose ne souffroit pas la
 „ moindre difficulté , & ajouta , que ce
 „ n'étoit pas tant un trafic , qu'un moyen
 „ absolument nécessaire pour faire subsister
 „ la Mission. “

Il y a encore quelques mauvais raisonne-
 mens dans le Mémoire , comme par exemple ,
 celui (*page 61.*) où l'on conclut des Lettres
 que le Général a écrit au sieur Cazotte , où il
 reconnoît la justice de sa créance , que *le P.
 de la Valette est avoué dans ses opérations.*
 qu'on suppose des opérations de commerce ,
par celui qui l'a préposé. Comme si la Tran-
 saction passée entre le sieur Cazotte & le P.
 de la Valette avoit le moindre rapport au
 commerce. Ce raisonnement & les autres de
 cette nature , se refutent assez d'eux-mêmes.

Je crois avoir répondu aux Moyens établis
 dans ce Mémoire d'une manière qui ne laisse
 rien de solide à répliquer. Avoir justifié l'Insti-
 tut ; montré que les textes qu'on a employés
 pour prouver la solidité de droit , sont ou
 tronqués , ou pris à contre-sens , ou altérés
 de quelque manière que ce soit ; que la soli-
 dité de Fait , fondée sur le prétendu com-
 merce du Pere de la Valette , & le consen-
 tement formel , ou tacite du Pere Général des
 Jésuites , est encore à prouver.

Je finis en concluant que la solidité étant de
 foi une chose odieuse , & un titre onéreux ,

elle ne peut se prouver que par un droit net & précis , ou par une Convention formelle & expresse : Que la Partie adverse des Jésuites , n'a pu entreprendre de montrer ce droit dans leur Institut , qu'en le corrompant ; qu'elle n'a produit non plus aucun Acte , aucun Titre , qui contienne une Convention expresse & formelle , par laquelle toutes les Maisons des Jésuites , au moins celles de France , se soient renduës , ou aient été faites Caution pour la Maison de la Martinique : Qu'enfin les Jésuites peuvent se promettre de l'équité des Juges & de la bonté de leur cause , un Arrêt favorable , qui assure leurs Biens & leur réputation.

DELIGNY, Procureur.

